



145<sup>e</sup> | **État annuel 2000**

---

Exercice terminé le 31 octobre

---

**Table des matières**

	<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>
2	Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière
2	Rapport des vérificateurs aux actionnaires
3	Bilan consolidé
4	État consolidé des revenus
5	État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires
6	État consolidé des flux de trésorerie
7	<b>NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>
35	<b>PRINCIPALES FILIALES</b>

## États financiers consolidés

### Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de La Banque Toronto-Dominion et les renseignements financiers y afférents présentés ailleurs dans cet état annuel ont été préparés par la direction, à qui il incombe d'en assurer l'intégrité, l'uniformité, l'objectivité et la fiabilité. Les principes comptables généralement reconnus au Canada de même que les exigences de la Loi sur les banques et les règlements correspondants ont été appliqués, et la direction a exercé son jugement et effectué les meilleures estimations possibles quand elle l'a jugé opportun.

Le système comptable de la Banque et les contrôles internes connexes, de même que les procédés à l'appui utilisés, sont conçus de manière à fournir une assurance raisonnable de l'intégralité et de l'exactitude des comptes financiers et de la protection des biens contre les pertes attribuables à un usage ou à une aliénation non autorisés de ceux-ci. Les procédés à l'appui comprennent le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise des responsabilités et l'obligation de rendre compte sur le rendement, ainsi que la communication de politiques et de directives sur la conduite des activités dans toute la Banque.

Le conseil d'administration de la Banque, par l'intermédiaire du comité de vérification et de gestion des risques qui est composé d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants ni employés de la Banque, supervise les responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière et au système de contrôle interne.

Le vérificateur en chef de la Banque, qui a pleinement et librement accès au comité de vérification et de gestion des risques, dirige un vaste programme de vérification en coordination avec les vérificateurs des actionnaires de la Banque. Ce programme, intégré au système de contrôle interne, est exécuté par une équipe professionnelle de vérificateurs.

Le surintendant des institutions financières du Canada examine les affaires de la Banque et prend des renseignements à leur sujet qu'il peut juger nécessaires, pour s'assurer que les dispositions de la Loi sur les banques relatives à la sécurité des déposants sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Ernst & Young s.r.l. et KPMG s.r.l., vérificateurs des actionnaires, ont vérifié nos états financiers consolidés. Ils ont pleinement et librement accès au comité de vérification et de gestion des risques, qu'ils rencontrent périodiquement, afin de discuter de leur vérification et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et à la suffisance des contrôles internes.

Le président du Conseil et  
chef de la direction,

**A. Charles Baillie**

Le président et  
chef de l'exploitation,

**W. Edmund Clark**

Le vice-président à la direction  
et chef des finances,

**Daniel A. Marinangeli**

### Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Nous avons vérifié les bilans consolidés de La Banque Toronto-Dominion aux 31 octobre 2000 et 1999 et les états consolidés des revenus, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie des exercices se terminant à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2000 et 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices se terminant à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

Les états financiers consolidés de l'exercice se terminant au 31 octobre 1998 a été vérifié par Ernst & Young s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l. qui ont exprimé une opinion sans restriction dans leur rapport daté du 19 novembre 1998.

**Ernst & Young s.r.l.**  
Comptables agréés

Toronto, Canada  
le 16 novembre 2000

**KPMG s.r.l.**  
Comptables agréés

## Bilan consolidé

Aux 31 octobre

(en millions de dollars)	2000	1999
<b>ACTIF</b>		
<b>Liquidités</b>		
Encaisse, dépôts à la Banque du Canada et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 522 \$	1 464 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 665	4 762
	4 187	6 226
<b>Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension</b>	13 974	25 708
<b>Valeurs mobilières (note 2)</b>		
Compte de placement	27 090	18 029
Compte de négociation	58 297	51 064
	85 387	69 093
<b>Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances) (note 3)</b>		
Hypothèques résidentielles	44 400	31 483
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	34 876	20 443
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	41 445	35 559
	120 721	87 485
<b>Divers</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 812	9 040
Réévaluation du marché des instruments dérivés de négociation (note 14)	14 258	9 651
Écart d'acquisition et actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	7 835	909
Terrains, constructions, matériel et mobilier (note 5)	2 791	1 738
Autres actifs	5 853	4 567
	40 549	25 905
<b>Total de l'actif</b>	<b>264 818 \$</b>	<b>214 417 \$</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Dépôts (note 6)</b>		
Particuliers	92 488 \$	52 774 \$
Banques	25 324	30 901
Entreprises et gouvernements	67 996	56 711
	185 808	140 386
<b>Divers</b>		
Acceptations	9 812	9 040
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	19 007	15 044
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	8 856	19 241
Réévaluation du marché des instruments dérivés de négociation (note 14)	12 802	8 473
Autres passifs	9 644	7 148
	60 121	58 946
<b>Effets subordonnés et débetures (note 7)</b>	4 883	3 217
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (note 8)</b>	1 656	335
<b>AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
Capital social (note 9)		
Actions privilégiées	1 251	833
Actions ordinaires	2 060	2 006
Bénéfices non répartis	9 039	8 694
	12 350	11 533
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>264 818 \$</b>	<b>214 417 \$</b>

**A. Charles Baillie**  
Président du Conseil et  
chef de la direction

**W. Edmund Clark**  
Président et  
chef de l'exploitation

## État consolidé des revenus

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)	2000	1999	1998
<b>Revenu d'intérêts</b>			
Prêts	9 956 \$	7 594 \$	7 490 \$
Valeurs mobilières			
Dividendes	301	257	306
Intérêts	2 944	2 511	1 867
Dépôts à des banques	474	512	334
	<b>13 675</b>	<b>10 874</b>	<b>9 997</b>
<b>Frais d'intérêts</b>			
Dépôts	8 794	6 254	5 582
Effets subordonnés et débetures	251	181	226
Autres obligations	1 025	1 458	1 248
	<b>10 070</b>	<b>7 893</b>	<b>7 056</b>
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>3 605</b>	<b>2 981</b>	<b>2 941</b>
<b>Provision pour pertes sur créances (note 3)</b>	<b>480</b>	<b>275</b>	<b>450</b>
<b>Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances</b>	<b>3 125</b>	<b>2 706</b>	<b>2 491</b>
<b>Autres revenus</b>			
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	2 613	1 721	1 217
Commissions sur crédit	545	463	403
Gains nets sur valeurs du compte de placement	382	1 079	386
Revenu de négociation	1 225	679	298
Frais de service	463	289	283
Titrisations de prêts	236	94	33
Revenu sur cartes	233	190	180
Assurances	198	65	56
Divers	505	229	341
	<b>6 400</b>	<b>4 809</b>	<b>3 197</b>
<b>Revenu d'intérêts net et autres revenus</b>	<b>9 525</b>	<b>7 515</b>	<b>5 688</b>
<b>Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. (note 19)</b>	<b>–</b>	<b>1 122</b>	<b>–</b>
<b>Revenu d'intérêts net et autres revenus, y compris le gain</b>	<b>9 525</b>	<b>8 637</b>	<b>5 688</b>
<b>Frais autres que d'intérêts</b>			
Salaires et avantages sociaux (note 10)	3 399	2 483	2 167
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	498	373	344
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	561	395	335
Amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	1 203	2	–
Frais de restructuration (note 18)	475	–	–
Divers	1 849	1 257	1 042
	<b>7 985</b>	<b>4 510</b>	<b>3 888</b>
<b>Frais autres que d'intérêts à l'exclusion de l'amortissement de l'écart d'acquisition</b>	<b>7 985</b>	<b>4 510</b>	<b>3 888</b>
<b>Revenu net avant provision pour impôts sur les bénéfices</b>	<b>1 540</b>	<b>4 127</b>	<b>1 800</b>
<b>Provision pour impôts sur les bénéfices (note 11)</b>	<b>305</b>	<b>1 099</b>	<b>617</b>
<b>Revenu net avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>1 235</b>	<b>3 028</b>	<b>1 183</b>
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales</b>	<b>77</b>	<b>5</b>	<b>–</b>
<b>Revenu net avant amortissement de l'écart d'acquisition</b>	<b>1 158</b>	<b>3 023</b>	<b>1 183</b>
<b>Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts et taxes</b>	<b>133</b>	<b>42</b>	<b>62</b>
<b>Revenu net</b>	<b>1 025</b>	<b>2 981</b>	<b>1 121</b>
<b>Dividendes sur actions privilégiées (note 9)</b>	<b>56</b>	<b>43</b>	<b>45</b>
<b>Revenu net applicable aux actions ordinaires</b>			
– compte tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	969 \$	2 938 \$	1 076 \$
– compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1 102 \$	2 980 \$	1 138 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) (note 9)	621 585	599 331	594 040
Revenu par action ordinaire			
– compte tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1,56 \$	4,90 \$	1,81 \$
– compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1,77	4,97	1,92
Dividendes par action ordinaire	0,92	0,72	0,66

## État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour les exercices se terminant aux 31 octobre

(en millions de dollars)	2000	1999	1998
<b>Actions privilégiées (note 9)</b>			
Solde en début d'exercice	833 \$	845 \$	546 \$
Produit des émissions d'actions	410	-	350
Rachats d'actions	-	-	(75)
Redressement de conversion sur les actions émises en une monnaie étrangère	8	(12)	24
Solde en fin d'exercice	1 251	833	845
<b>Actions ordinaires (note 9)</b>			
Solde en début d'exercice	2 006	1 301	1 297
Émises à l'acquisition de filiales	41	-	-
Produit des actions émises pour une contrepartie au comptant	-	700	-
Produit des actions émises à la levée d'options	13	5	4
Solde en fin d'exercice	2 060	2 006	1 301
<b>Bénéfices non répartis</b>			
Solde en début d'exercice	8 694	6 387	5 460
Revenu net	1 025	2 981	1 121
Dividendes sur actions privilégiées	(56)	(43)	(45)
Dividendes sur actions ordinaires	(572)	(433)	(392)
Redressements de conversion de devises, déduction faite des impôts sur les bénéfices	2	(149)	270
Options d'achat d'actions réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(41)	(37)	(25)
Divers	(13)	(12)	(2)
Solde en fin d'exercice	9 039	8 694	6 387
<b>Total de l'avoir en actions ordinaires</b>	<b>11 099</b>	<b>10 700</b>	<b>7 688</b>
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>12 350 \$</b>	<b>11 533 \$</b>	<b>8 533 \$</b>



## Notes afférentes aux états financiers consolidés

### NOTE 1

### Sommaire des principales conventions comptables

#### Loi sur les banques

La Loi sur les banques stipule que les états financiers consolidés doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, sauf indication contraire par le surintendant des institutions financières du Canada.

Les principes comptables suivis par la Banque sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

La note 20 afférente aux états financiers consolidés décrit et rapproche les écarts entre les principes comptables généralement reconnus au Canada et aux États-Unis.

Les principales conventions et méthodes comptables suivies par la Banque sont les suivantes :

#### a) Mode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs et passifs ainsi que les résultats d'exploitation des filiales, notamment les sociétés sous contrôle minoritaire de la Banque. La méthode de l'achat pur et simple est utilisée pour comptabiliser toutes les acquisitions d'entreprises.

Lorsque la Banque contrôle effectivement une filiale mais ne détient pas toutes les actions ordinaires et privilégiées, la part des actionnaires sans contrôle dans la valeur comptable nette de la filiale est présentée séparément de l'avoir des actionnaires au bilan consolidé de la Banque. La part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de la filiale est présentée déduction faite des impôts sur les bénéfices à titre d'élément distinct à l'état consolidé des revenus.

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. En vertu de cette méthode, la quote-part de la Banque des actifs, des passifs, des revenus et des frais des coentreprises est présentée ligne par ligne.

Les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont présentées dans les valeurs du compte de placement au bilan consolidé et sont comptabilisées à la valeur de consolidation. La quote-part de la Banque du revenu de ces sociétés est présentée dans le revenu d'intérêts à l'état consolidé des revenus.

#### b) Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

Pour dresser les états financiers consolidés de la Banque, la direction doit effectuer des estimations et formuler des hypothèses d'après l'information disponible en date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

#### c) Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur en fin d'exercice. Les revenus et les frais en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux moyens de change en vigueur pendant l'exercice.

Les gains et pertes non réalisés de conversion relatifs aux positions de placement de la Banque dans des établissements étrangers sont inclus dans un élément distinct de l'avoir des actionnaires, déduction faite de tout gain ou de toute perte de compensation découlant des couvertures économiques de ces positions et des impôts sur les bénéfices s'y appliquant. Tous les autres gains et pertes non réalisés de conversion ainsi que tous

les gains et pertes réalisés sont compris dans les autres revenus à l'état consolidé des revenus.

#### d) Liquidités

Les liquidités comprennent les espèces et les quasi-espèces représentées par l'encaisse et les dépôts hautement liquides à la Banque du Canada et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques.

#### e) Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et vendues en vertu de conventions de rachat

Les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension comportent l'achat d'une valeur mobilière que la Banque s'engage à revendre au vendeur original à un prix stipulé d'avance. Les valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat comportent la vente d'une valeur mobilière que la Banque s'engage à racheter à un prix stipulé d'avance. Les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension et vendues en vertu de conventions de rachat sont comptabilisées au coût dans le bilan consolidé. L'écart entre le prix de vente et le prix de rachat convenu aux termes de la convention de rachat est comptabilisé à titre de frais d'intérêts. Inversement, l'écart entre le coût d'achat et le produit établi d'avance devant être reçu aux termes d'une prise en pension est comptabilisé à titre de revenu d'intérêts.

#### f) Valeurs mobilières

Les valeurs du compte de placement, qui excluent les substituts de prêts, sont des valeurs que la Banque prévoit initialement détenir jusqu'à l'échéance ou jusqu'à ce que les conditions du marché soient plus avantageuses pour d'autres types de placement, et qui sont généralement destinées à la vente. Elles sont comptabilisées au coût ou au coût non amorti, redressé afin de tenir compte d'une baisse permanente de leur valeur sous-jacente. Les gains et pertes réalisés sur des cessions sont déterminés selon la méthode du coût moyen. Ces gains, pertes et réductions de valeur sont inclus dans les autres revenus.

Les valeurs du compte de négociation, y compris les valeurs vendues à découvert incluses dans le passif, sont comptabilisées à la valeur du marché. Les gains et pertes résultant de cessions et de redressements au cours du marché sont présentés dans les autres revenus.

Le revenu d'intérêts gagné, l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance ainsi que les dividendes reçus sont inclus dans le revenu d'intérêts.

Les substituts de prêts sont des valeurs mobilières qui ont été structurées comme des instruments après impôts et taxes plutôt que comme des prêts ordinaires, afin de fournir aux émetteurs un taux d'emprunt avantageux. Ils comportent les mêmes risques et garanties que les prêts bancaires d'une durée similaire. Les substituts de prêts sont comptabilisés au coût moins toute provision globale pour pertes sur créances prévues, comme décrit en h).

#### g) Prêts

Les prêts sont inscrits déduction faite du revenu non gagné et d'une provision globale pour pertes sur créances.

Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice jusqu'à ce que le prêt soit classé comme prêt douteux. L'intérêt sur les prêts douteux reçu ultérieurement n'est comptabilisé à titre de revenu que lorsque la direction a une assurance raisonnable quant au recouvrement opportun du plein montant du capital et des intérêts.



On entend par prêt douteux tout prêt à l'égard duquel, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée au point où la Banque n'a plus d'assurance raisonnable quant au recouvrement opportun du plein montant du capital et des intérêts. En outre, tout prêt, autre qu'un dépôt à une banque, un prêt sur carte de crédit ou un prêt garanti ou assuré par le Canada, les provinces ou un organisme régi par ces gouvernements, pour lequel un versement n'a pas été fait depuis 90 jours aux termes du contrat, est classé comme prêt douteux.

Les dépôts à des banques sont jugés douteux lorsqu'un versement n'a pas été fait depuis 21 jours aux termes du contrat. Les prêts sur cartes de crédit ayant des versements en souffrance depuis 180 jours sont jugés douteux et entièrement radiés.

Les commissions de montage sont considérées comme des redressements du rendement du prêt et sont reportées et amorties par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont amorties par imputation aux autres revenus sur la période d'engagement, lorsqu'il est improbable que l'engagement sera appelé au remboursement. Autrement, elles sont reportées et amorties par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt en résultant. Les commissions de syndication de prêts sont constatées dans les autres revenus, à moins que le rendement de tout prêt retenu par la Banque ne soit inférieur à celui d'autres établissements de crédit comparables participant au financement. Dans de tels cas, une fraction appropriée des commissions est reportée et amortie par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

#### **h) Provision globale pour pertes sur créances**

Une provision globale considérée comme suffisante est maintenue pour absorber toutes les pertes sur créances relatives au portefeuille d'éléments au bilan consolidé et hors bilan consolidé. Les actifs du portefeuille figurant au bilan consolidé sont des dépôts à des banques, des prêts, des hypothèques, des substituts de prêts, des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension, des acceptations et des instruments financiers dérivés. Les éléments ne figurant pas au bilan consolidé et désignés hors bilan comprennent les garanties et les lettres de crédit. La provision globale est déduite de l'actif approprié dans le bilan consolidé, à l'exception des acceptations et des éléments hors bilan. La provision globale pour les acceptations et les éléments hors bilan est incluse dans les autres passifs.

La provision globale comprend des provisions globales spécifiques et générales.

Les provisions globales spécifiques incluent la totalité des provisions accumulées pour les pertes relatives à des actifs particuliers nécessaires pour réduire la valeur comptable à la valeur de réalisation estimative dans le cours normal des affaires. Les provisions spécifiques sont établies pour chaque facilité de crédit afin de constater les pertes sur créances pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements. En ce qui a trait aux prêts personnels, à l'exclusion des cartes de crédit, les provisions spécifiques sont calculées à l'aide d'une méthode axée sur une formule en tenant compte des pertes récentes enregistrées. Aucune provision spécifique pour cartes de crédit n'est comptabilisée, et les soldes sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

Les provisions globales générales comprennent toutes les provisions accumulées pour les pertes qui sont de nature prudente et ne peuvent être déterminées élément par élément. Le niveau de la provision globale générale dépend de l'évaluation des conditions économiques et commerciales, des résultats historiques et prévus

au titre des pertes, de la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs pertinents. La provision globale en résultant est jugée appropriée, lorsqu'elle est combinée avec les provisions globales spécifiques, pour absorber toutes les pertes sur créances dans le portefeuille d'éléments au bilan et hors bilan.

Les radiations réelles, déduction faite des recouvrements, sont portées en diminution de la provision globale pour pertes sur créances. La provision pour pertes sur créances, qui est imputée à l'état consolidé des revenus, est ajoutée pour porter la provision globale à un niveau que la direction juge adéquat pour absorber les pertes sur créances probables dans son portefeuille d'éléments au bilan et hors bilan.

#### **i) Titrisations de prêts**

Lorsqu'un groupe de prêts est vendu à une fiducie d'accueil en vertu de modalités qui transfèrent à des tiers les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, l'opération est constatée à titre de vente et les prêts connexes sont retirés du bilan consolidé. Les gains sur ces ventes sont constatés dans les autres revenus seulement lorsque la Banque les touche et que la fiducie n'a pas de recours à l'égard des fonds. Les honoraires gagnés dans le cadre de l'administration du portefeuille de prêts sont présentés dans les autres revenus au fur et à mesure qu'ils sont touchés.

#### **j) Acceptations**

L'engagement possible de la Banque en vertu des acceptations est comptabilisé comme passif dans le bilan consolidé. Le recours de la Banque contre le client, dans le cas où un engagement de cette nature est appelé au remboursement, est comptabilisé à titre d'actif compensatoire d'un même montant.

#### **k) Instruments financiers dérivés**

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur tient aux fluctuations des taux d'intérêt et de change ainsi que d'autres indices financiers ou indices de marchandises. Ces instruments comprennent les contrats de dérivés en matière de crédit, de marchandises, d'actions, de taux de change et de taux d'intérêt. Ils sont négociés par la Banque et sont également utilisés par celle-ci pour gérer ses propres risques. Pour être désigné à titre de contrat de dérivé autre que de négociation et être traité selon la méthode de la comptabilité de couverture, le contrat doit compenser en grande partie l'incidence des risques liés aux prix et aux taux d'intérêt ou de change auxquels s'expose la Banque, doit être inscrit dès son entrée en vigueur à titre de contrat de dérivé autre que de négociation et doit avoir un degré de corrélation élevé avec le risque de la Banque au moment de l'entrée en vigueur et au cours de la période visée. Si ces critères ne sont pas remplis, le contrat est désigné à titre de dérivé de négociation.

La Banque conclut des dérivés dans le cadre d'activités de négociation afin de répondre aux besoins de ses clients et d'obtenir des positions de négociation. Ces portefeuilles de dérivés sont évalués à la valeur du marché, et les gains et pertes réalisés et non réalisés en résultant sont enregistrés immédiatement dans les autres revenus. La valeur du marché des dérivés négociés hors cote est déterminée déduction faite des redressements de valeur qui constatent la nécessité de couvrir les risques de crédit, d'illiquidité et de marché ainsi que le coût en capital et les frais d'administration sur la durée de chaque contrat.

La Banque conclut des dérivés dans le cadre d'activités autres que de négociation afin de respecter ses stratégies en matière de financement, d'investissement et de gestion de portefeuille de crédit. Elle y parvient en modifiant une caractéristique ou plus de ses risques liés aux instruments financiers figurant au bilan.

Les gains et pertes non réalisés tirés des dérivés autres que de négociation sont comptabilisés de la même façon que l'instrument financier connexe figurant au bilan. Les gains et pertes réalisés découlant de la cessation anticipée, de la vente, de l'échéance ou de l'extinction de ces dérivés sont généralement reportés et amortis sur la durée restante des instruments connexes figurant au bilan. Les primes sur les options achetées sont reportées au moment de l'entrée en vigueur et amorties par imputation aux autres revenus sur la durée du contrat.

### **l) Écart d'acquisition et actifs incorporels**

L'écart entre le coût d'acquisition d'un placement et la juste valeur des actifs nets corporels acquis est d'abord attribué aux actifs incorporels et l'excédent résiduel, à l'écart d'acquisition. Les dépôts de base incorporels représentent la valeur incorporelle des dépôts acquis lorsque les passifs des dépôts sont pris en charge dans le cadre d'une acquisition. Les autres principaux actifs incorporels comprennent les dépôts à terme, les prêts et les fonds mutuels découlant d'acquisitions. Les actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif à taux double sur une période de huit ans, d'après la durée d'utilisation estimative. On considère que les actifs incorporels ont perdu de la valeur lorsque la valeur comptable nette dépasse les flux de trésorerie nets futurs estimatifs. Leur valeur est alors ramenée à la valeur de réalisation nette. L'écart d'acquisition est amorti sur une période ne dépassant pas 20 ans. L'amortissement de l'écart d'acquisition est présenté déduction faite des impôts et taxes à titre d'élément distinct à l'état consolidé des revenus, après la provision pour impôts sur les bénéfices et la part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales. On considère que l'écart d'acquisition a perdu de la valeur lorsque la valeur comptable nette du placement dépasse les flux de trésorerie nets futurs estimatifs et que la moins-value est permanente. Sa valeur est alors ramenée à la juste valeur.

### **m) Terrains, constructions, matériel et mobilier**

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les constructions, le matériel et le mobilier ainsi que les améliorations locatives sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé. Les gains et pertes résultant de cessions sont comptabilisés dans les autres revenus. Les méthodes et les taux d'amortissement par catégorie d'actif sont comme suit :

Actif	Taux et méthode d'amortissement
Constructions	5 % ou 10 %, amortissement dégressif
Équipement informatique	30 %, amortissement dégressif
Mobilier, agencements et autre matériel	20 %, amortissement dégressif
Processeurs centraux	4 ans, amortissement linéaire
Systèmes d'exploitation – UCT	3 ans, amortissement linéaire
Améliorations locatives	Durée d'utilisation prévue, amortissement linéaire

### **n) Régimes de rémunération sous forme d'actions**

La Banque offre deux régimes de rémunération sous forme d'actions. Le premier est un régime d'options d'achat d'actions destiné aux employés admissibles. Les participants peuvent, sous réserve des dispositions d'acquisition, lever leurs options d'achat d'actions ou choisir de recevoir pour les options un montant au comptant équivalant à leur valeur intrinsèque, soit la différence entre le prix

de levée des options et la valeur marchande courante des actions. Aucune charge n'est comptabilisée lorsque les options d'achat d'actions sont émises. La contrepartie payée par les détenteurs d'options à la levée des options est portée au crédit du capital social. Les paiements au comptant aux détenteurs d'options qui choisissent de recevoir un montant sont imputés aux bénéfices non répartis déduction faite des impôts et taxes. Certains employés d'une filiale, TD Waterhouse Group, Inc. (TD Waterhouse), participent également au régime d'options d'achat d'actions de la Banque. En outre, TD Waterhouse offre à ses employés admissibles un régime d'options d'achat d'actions qui permet aux participants, sous réserve des dispositions d'acquisition, de lever leurs options pour acheter des actions de TD Waterhouse. La contrepartie payée par les détenteurs d'options à la levée des options est portée au crédit du capital social de TD Waterhouse et est reflétée à titre d'augmentation de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales au bilan consolidé de la Banque.

Le deuxième régime de rémunération sous forme d'actions est un régime d'achat d'actions offert à tous les employés. En vertu du régime, la Banque verse des cotisations équivalant à 50 % des cotisations que les employés peuvent verser pour l'achat d'actions ordinaires de la Banque, sous réserve des dispositions d'acquisition. Les cotisations annuelles de la Banque sont constatées dans les salaires et avantages sociaux.

### **o) Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite**

Le principal régime de retraite de la Banque, l'Association de la caisse de retraite de La Banque Toronto-Dominion, est un régime à prestations déterminées auquel la participation est volontaire. Par suite de l'acquisition de Services financiers CT inc. (CT), la Banque est le promoteur d'un deuxième régime de retraite comprenant un volet à prestations déterminées et un volet à cotisations déterminées. Le financement des deux régimes est assuré par les cotisations de la Banque et des participants aux régimes. En outre, la Banque et CT offrent aux employés admissibles un régime de retraite par capitalisation partielle. Les prestations de retraite connexes sont versées à même les actifs et cotisations de la Banque. Pour les régimes à prestations déterminées, des évaluations actuarielles sont effectuées chaque année afin de déterminer la valeur actualisée des prestations de retraite constituées. Les coûts des régimes de retraite sont établis à l'aide d'évaluations actuarielles distinctes selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables de la direction plutôt que d'après des évaluations aux fins de capitalisation. La charge de retraite comprend le coût des prestations de retraite pour les services rendus au cours de l'exercice, les intérêts débiteurs sur le passif au titre des régimes de retraite, le revenu prévu sur l'actif au titre des régimes de retraite selon les valeurs axées sur le marché et l'amortissement du facteur d'équivalence de manière linéaire sur la durée moyenne prévue du reste de la carrière active du groupe d'employés. L'écart cumulatif entre la charge de retraite et les cotisations aux fins de capitalisation est présenté dans les autres actifs.

Pour le régime à cotisations déterminées, la charge de retraite annuelle est déterminée en fonction des cotisations de la Banque au régime.

La Banque offre également certaines prestations d'assurance-maladie et d'assurance-vie à ses employés à la retraite. Les employés de la Banque ont droit à ces prestations s'ils prennent leur retraite à l'âge normal de la retraite. Ces prestations sont constatées au fur et à mesure qu'elles sont versées aux retraités.

**p) Provision pour impôts sur les bénéfices**

La Banque constate les incidences sur les impôts sur les bénéfices exigibles et futurs de toutes les opérations qui ont été comptabilisées dans les états financiers. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés d'après les taux d'imposition qui devraient

s'appliquer lorsque les actifs ou passifs sont présentés aux fins fiscales.

**q) Chiffres correspondants**

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour 2000.

**NOTE 2 Valeurs mobilières****Calendrier des échéances des valeurs mobilières en fin d'exercice**

(en millions de dollars)	Échéance restante						2000 Total	1999 Total
	D'ici un an	De un an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De plus de 10 ans	Aucune échéance précise		
<b>Valeurs du compte de placement</b>								
<b>Valeurs mobilières du gouvernement et garanties par le gouvernement</b>								
Canada	3 304 \$	212 \$	38 \$	127 \$	273 \$	– \$	<b>3 954 \$</b>	885 \$
Titres adossés à des créances immobilières <sup>1</sup>	21	7 486	420	–	–	–	<b>7 927</b>	–
Total – Canada	3 325	7 698	458	127	273	–	<b>11 881</b>	885
Provinces	105	134	63	2	2	–	<b>306</b>	268
Total	3 430	7 832	521	129	275	–	<b>12 187</b>	1 153
<b>Autres titres de créance</b>								
Émetteurs canadiens	1 181	1	–	2	58	–	<b>1 242</b>	397
Gouvernement fédéral des États-Unis	1 406	365	11	49	21	–	<b>1 852</b>	6 562
Autres gouvernements étrangers	1 276	2 222	694	247	–	–	<b>4 439</b>	3 571
Autres émetteurs	1 426	780	349	180	52	–	<b>2 787</b>	2 367
Total	5 289	3 368	1 054	478	131	–	<b>10 320</b>	12 897
<b>Actions</b>								
Actions privilégiées	263	333	220	333	69	643	<b>1 861</b>	1 554
Actions ordinaires	–	–	–	–	–	2 722	<b>2 722</b>	2 425
Total	263	333	220	333	69	3 365	<b>4 583</b>	3 979
Total des valeurs du compte de placement	8 982	11 533	1 795	940	475	3 365	<b>27 090</b>	18 029
<b>Valeurs du compte de négociation</b>								
<b>Valeurs mobilières du gouvernement et garanties par le gouvernement</b>								
Canada	2 707	1 704	1 842	1 646	2 826	–	<b>10 725</b>	11 014
Provinces	217	142	340	238	438	–	<b>1 375</b>	2 165
Total	2 924	1 846	2 182	1 884	3 264	–	<b>12 100</b>	13 179
<b>Autres titres de créance</b>								
Émetteurs canadiens	35	752	83	325	290	–	<b>1 485</b>	5 285
Gouvernement fédéral des États-Unis	23	58	24	64	184	–	<b>353</b>	1 183
Autres gouvernements étrangers	233	498	413	1 046	851	–	<b>3 041</b>	2 528
Autres émetteurs	4 711	5 259	3 597	6 731	2 425	–	<b>22 723</b>	19 995
Total	5 002	6 567	4 117	8 166	3 750	–	<b>27 602</b>	28 991
<b>Actions</b>								
Actions privilégiées	116	–	51	403	128	381	<b>1 079</b>	3 234
Actions ordinaires	–	–	–	–	–	17 516	<b>17 516</b>	5 660
Total	116	–	51	403	128	17 897	<b>18 595</b>	8 894
Total des valeurs du compte de négociation	8 042	8 413	6 350	10 453	7 142	17 897	<b>58 297</b>	51 064
<b>Total des valeurs mobilières<sup>2</sup></b>	<b>17 024 \$</b>	<b>19 946 \$</b>	<b>8 145 \$</b>	<b>11 393 \$</b>	<b>7 617 \$</b>	<b>21 262 \$</b>	<b>85 387 \$</b>	<b>69 093 \$</b>

<sup>1</sup> Les titres adossés à des créances immobilières sont garantis par le gouvernement du Canada.

<sup>2</sup> Comprend les substituts de prêts d'un montant de 104 millions de dollars (20 millions de dollars en 1999).

**Valeurs mobilières – Gains et pertes non réalisés**

(en millions de dollars)	2000				1999			
	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative
<b>Valeurs du compte de placement</b>								
<b>Émises ou garanties par</b>								
Canada	11 881 \$	92 \$	19 \$	11 954 \$	885 \$	– \$	18 \$	867 \$
Provinces	306	–	1	305	268	–	2	266
Gouvernement fédéral des États-Unis	1 852	–	6	1 846	6 562	–	2	6 560
Autres titres de créance	8 468	29	35	8 462	6 335	18	13	6 340
Actions	4 583	743	7	5 319	3 979	484	73	4 390
Total des valeurs du compte de placement	27 090	864	68	27 886	18 029	502	108	18 423
<b>Valeurs du compte de négociation</b>	58 297	–	–	58 297	51 064	–	–	51 064
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>85 387 \$</b>	<b>864 \$</b>	<b>68 \$</b>	<b>86 183 \$</b>	<b>69 093 \$</b>	<b>502 \$</b>	<b>108 \$</b>	<b>69 487 \$</b>

**NOTE 3 | Prêts, prêts douteux et provision globale pour pertes sur créances****Prêts et prêts douteux**

(en millions de dollars)	Provision globale pour pertes sur créances				Montant net des prêts	Prêts douteux bruts
	Montant brut des prêts	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Total		
<b>2000</b>						
Hypothèques résidentielles	44 468 \$	7 \$	61 \$	68 \$	44 400 \$	76 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	35 153	70	207	277	34 876	117
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	42 248	235	568	803	41 445	796
<b>Total</b>	<b>121 869 \$</b>	<b>312 \$</b>	<b>836 \$</b>	<b>1 148 \$</b>	<b>120 721 \$</b>	<b>989 \$</b>
<b>1999</b>						
Hypothèques résidentielles	31 537 \$	6 \$	48 \$	54 \$	31 483 \$	52 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	20 625	36	146	182	20 443	63
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	36 289	212	518	730	35 559	594
<b>Total</b>	<b>88 451 \$</b>	<b>254 \$</b>	<b>712 \$</b>	<b>966 \$</b>	<b>87 485 \$</b>	<b>709 \$</b>
					<b>2000</b>	1999
Moyenne des prêts douteux bruts au cours de l'exercice					<b>1 063 \$</b>	676 \$
Prêts douteux nets en fin d'exercice					<b>(159)\$</b>	(257)\$

Le montant brut des hypothèques résidentielles comprend 32 891 millions de dollars au 31 octobre 2000 (24 704 millions de dollars en 1999) de prêts hypothécaires assurés par le gouvernement canadien. Les prêts douteux bruts comprennent les actifs saisis détenus à des fins de vente d'une valeur comptable brute de

108 millions de dollars au 31 octobre 2000 (94 millions de dollars en 1999) et une provision globale connexe de 63 millions de dollars (52 millions de dollars en 1999). Les prêts sont présentés déduction faite du revenu non gagné de 168 millions de dollars (128 millions de dollars en 1999).

**Provision globale pour pertes sur créances**

(en millions de dollars)	2000			1999		
	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Total	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Total
Solde en début d'exercice	254 \$	712 \$	966 \$	256 \$	620 \$	876 \$
Acquisition de Services financiers CT inc. – solde à la date d'acquisition	83	101	184	–	–	–
Radiations	(564)	–	(564)	(259)	–	(259)
Recouvrements	67	–	67	99	–	99
Provision pour pertes sur créances imputée à l'état consolidé des revenus	458	22	480	175	100	275
Divers, y compris les variations du taux de change	14	1	15	(17)	(8)	(25)
Provision globale pour pertes sur prêts en fin d'exercice <sup>1</sup>	312 \$	836 \$	1 148 \$	254 \$	712 \$	966 \$

<sup>1</sup> La Banque a également des provisions globales générales de 26 millions de dollars (41 millions de dollars en 1999) relatives à des instruments financiers dérivés. Compte tenu de ces provisions globales additionnelles, qui sont présentées dans les autres passifs, le total de la provision globale pour pertes sur créances de la Banque en fin d'exercice est de 1 174 millions de dollars (1 007 millions de dollars en 1999).

**NOTE 4 | Titrisations de prêts**

Le montant en capital impayé des prêts titrisés et vendus aux 31 octobre est comme suit :

(en millions de dollars)	2000	1999
Hypothèques résidentielles		
Ordinaires	5 776 \$	5 118 \$
Titres adossés à des créances immobilières	5 724	927
Prêts personnels	9 873	2 025
Autres prêts	200	200
	<b>21 573 \$</b>	<b>8 270 \$</b>

**NOTE 5 | Terrains, constructions, matériel et mobilier**

(en millions de dollars)	2000			1999
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	330 \$	– \$	330 \$	183 \$
Constructions	1 859	329	1 530	888
Équipement informatique	790	442	348	298
Mobilier, agencements et autre matériel	544	286	258	195
Améliorations locatives	484	159	325	174
	4 007 \$	1 216 \$	2 791 \$	1 738 \$

L'amortissement cumulé à la fin de 1999 était de 1 046 millions de dollars.

## NOTE 6 | Dépôts

(en millions de dollars)				2000	1999
	À vue	À préavis	À terme	Total	Total
Particuliers	13 082 \$	26 137 \$	53 269 \$	92 488 \$	52 774 \$
Banques	2 365	59	22 900	25 324	30 901
Entreprises et gouvernements	15 218	10 381	42 397	67 996	56 711
<b>Total</b>	<b>30 665 \$</b>	<b>36 577 \$</b>	<b>118 566 \$</b>	<b>185 808 \$</b>	<b>140 386 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus</b>					
Au Canada				2 952 \$	2 148 \$
À l'étranger				-	322
<b>Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus</b>					
Au Canada				122 575	73 870
À l'étranger				57 947	61 039
Fonds fédéraux américains achetés				2 334	3 007
<b>Total</b>				<b>185 808 \$</b>	<b>140 386 \$</b>

## NOTE 7 | Effets subordonnés et débetures

Les effets et les débetures sont des obligations directes non garanties de la Banque, dont le droit de paiement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers de la Banque ou de ses filiales. Au besoin, la Banque conclut des

options sur taux d'intérêt, des swaps de taux d'intérêt et des swaps de monnaies étrangères pour modifier les risques connexes en matière de taux d'intérêt et de change.

(en millions de dollars)					En circulation aux 31 octobre	
Taux d'intérêt (%)	Date d'échéance	Rachetables <sup>8</sup> à compter de	Montant en monnaies étrangères	2000	1999	
Divers <sup>1</sup>	nov. 1999 à oct. 2000	-		- \$	8 \$	
Divers <sup>2</sup>	janv. 2001 à oct. 2001	-		22	22	
Divers <sup>3</sup>	janv. 2002 à oct. 2002	-		27	27	
Divers <sup>4</sup>	déc. 2002 à mai 2003	-		4	-	
Taux flottant <sup>5</sup>	oct. 2002	-	150 millions de dollars US	228	221	
Taux flottant <sup>6</sup>	août 2003	-	150 millions de dollars US	228	221	
Taux flottant <sup>7</sup>	oct. 2003	-		100	100	
8,00	déc. 2003	juillet 1998		150	150	
5,60	sept. 2006	sept. 2001		400	400	
6,45	oct. 2006	oct. 2001		350	350	
6,50	janv. 2007	janv. 2002	300 millions de dollars US	457	440	
6,75	mars 2007	mars 2002	200 millions de dollars US	305	293	
5,65	sept. 2007	sept. 2002		25	25	
6,50	août 2008	-	150 millions de dollars US	228	221	
6,15	oct. 2008	-	150 millions de dollars US	228	221	
6,13	nov. 2008	-	100 millions de dollars US	153	147	
6,45	janv. 2009	-	150 millions de dollars US	228	221	
6,60	avril 2010	-		750	-	
8,40	déc. 2010	déc. 2005		150	150	
6,55	juillet 2012	-		500	-	
10,05	août 2014	-		150	-	
9,15	mai 2025	-		200	-	
				<b>4 883 \$</b>	<b>3 217 \$</b>	

<sup>1</sup> Intérêt payable à divers taux, de 3,80 % à 4,55 %.

<sup>2</sup> Intérêt payable à divers taux, de 0,13 % à 5,00 %.

<sup>3</sup> Intérêt payable à divers taux, de 0,13 % à 3,10 %.

<sup>4</sup> Intérêt payable à divers taux, de 0,70 % à 0,85 %.

<sup>5</sup> Intérêt au TIOL de six mois en dollars US moins 0,13 %, sous réserve de taux minimum et maximum de respectivement 5 % et 10 %.

<sup>6</sup> Intérêt au TIOL de trois mois en dollars US, sous réserve d'un minimum de 4,10 %.

<sup>7</sup> Intérêt au taux de trois mois des engagements de clients en contrepartie d'acceptations moins 0,30 %, sous réserve de taux minimum et maximum de respectivement 6,50 % et 9 %.

<sup>8</sup> Sous réserve de l'approbation préalable du surintendant des institutions financières du Canada.

### Calendrier des remboursements

L'ensemble des échéances des effets subordonnés et des débetures de la Banque s'établit comme suit :

(en millions de dollars)	2000	1999
D'ici un an	22 \$	8 \$
Plus de un an à 2 ans	255	22
Plus de 2 ans à 3 ans	332	248
Plus de 3 ans à 5 ans	150	471
Plus de 5 ans	4 124	2 468
	<b>4 883 \$</b>	<b>3 217 \$</b>

### NOTE 8 | Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales

(en millions de dollars)	2000	1999
Actions privilégiées émises par Hypothèques Trustco Canada 6 000 000 d'actions privilégiées de troisième rang, rachetables, à dividende non cumulatif, série 1	150 \$	– \$
Actions privilégiées émises par Services financiers CT inc. 6 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, rachetables, à dividende non cumulatif, série 4	150	–
2 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, rachetables, à dividende non cumulatif, série 5 (50 millions de dollars US)	75	–
Parts de fiducie émises par Fiducie de capital TD 900 000 titres de Fiducie de capital TD, série 2009	900	–
Actions ordinaires et bénéfiques non répartis de TD Waterhouse Group, Inc. (note 19)	381	335
	<b>1 656 \$</b>	<b>335 \$</b>

#### Hypothèques Trustco Canada

##### Actions privilégiées de troisième rang, série 1

Après la fin de l'exercice, Hypothèques Trustco Canada a levé son option de rachat des actions de série 1 en circulation pour 25,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'au 31 décembre 2000, date de rachat.

#### Services financiers CT inc.

##### Actions privilégiées de premier rang, série 4

À compter du 1<sup>er</sup> février 2003, Services financiers CT inc. (CT) aura l'option de racheter les actions de série 4 en circulation pour 25,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Après la fin de l'exercice, une offre a été faite aux actionnaires, laquelle pourrait donner lieu à l'échange par la Banque des actions de série 4 contre des actions privilégiées de la Banque assorties de modalités similaires.

#### Services financiers CT inc.

##### Actions privilégiées de premier rang, série 5

À compter du 1<sup>er</sup> février 2003, CT aura l'option de racheter les actions de série 5 en circulation pour 25,00 \$ US plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Après la fin de l'exercice, une offre a été faite aux actionnaires, laquelle pourrait donner lieu à l'échange par la Banque des actions de série 5 contre des actions privilégiées de la Banque assorties de modalités similaires.

#### Titres de Fiducie de capital TD, série 2009

Les titres de Fiducie de capital TD sont émis par Fiducie de capital TD, dont les titres avec droit de vote sont détenus à 100 % par la Banque. Les actifs de la fiducie peuvent comprendre des hypothèques résidentielles, des coparticipations dans un ou plusieurs blocs de créances hypothécaires résidentielles, des titres adossés à des créances immobilières et d'autres placements admissibles. Les détenteurs des titres de Fiducie de capital TD ont le droit de recevoir des distributions au comptant fixes non cumulatives semestrielles de 38 \$ par titre. Si la fiducie ne verse pas les distributions semestrielles en entier, la capacité de la Banque de déclarer des dividendes sur ses actions ordinaires et privilégiées sera restreinte.

Entre le 30 juin 2005 et le 31 décembre 2009, la fiducie aura l'option de racheter les titres de Fiducie de capital TD en circulation au plus élevé des deux montants suivants : a) 1 000 \$ plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat ou b) un prix calculé afin de produire un rendement annuel équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada venant à échéance le 31 décembre 2009 à ce moment-là, majoré de 0,375 % plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. Si un changement défavorable du traitement de l'assiette fiscale ou du capital de la fiducie se produit avant le 30 juin 2005, la fiducie peut racheter les titres de Fiducie de capital TD en circulation à un prix de rachat calculé comme ci-dessus. Après le 31 décembre 2009, le prix de rachat serait de 1 000 \$ plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. Ces droits de rachat sont assujettis à l'approbation du surintendant des institutions financières du Canada.

À compter du 30 juin 2010, chaque titre de Fiducie de capital TD pourra, au gré du détenteur, être converti tous les semestres en une action privilégiée de premier rang de catégorie A, rachetable, à dividende non cumulatif de la Banque.

En donnant un avis d'au moins 60 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, la Banque peut racheter les titres de Fiducie de capital TD, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat

de 1 000 \$ chacun plus les distributions non versées jusqu'à la date de conversion.

Dans certaines circonstances relatives à un changement défavorable constaté dans l'exploitation ou le capital de la Banque, chaque titre de Fiducie de capital TD peut être automatiquement échangé contre une action privilégiée de la Banque sans le consentement du détenteur.

### Taux de distribution sur les actions privilégiées et titres de fiducie

(par action)	Taux annuel
Dividendes sur actions privilégiées	
Hypothèques Trustco Canada, série 1	6,90 %
Services financiers CT inc., série 4	7,35 %
Services financiers CT inc., série 5	6,40 %
Distributions sur les titres de fiducie	
Fiducie de capital TD, série 2009	7,60 %

## NOTE 9 | Capital social

Le capital social de la Banque comprend ce qui suit :

### Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, sans valeur nominale, qui peuvent être émises en séries.

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

(en millions de dollars)	2000	1999
<b>Émis et entièrement versé</b>		
Actions privilégiées émises par la Banque		
7 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série G (175 millions de dollars US)	266 \$	258 \$
9 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série H	225	225
16 065 actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série I	–	–
16 383 935 actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série J	410	–
	<b>901</b>	<b>483</b>
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD		
350 000 actions privilégiées à dividende non cumulatif, série A	350	350
Total des actions privilégiées	<b>1 251</b>	<b>833</b>
Actions ordinaires (622 615 868 en 2000; 620 343 168 en 1999)	<b>2 060</b>	<b>2 006</b>
	<b>3 311 \$</b>	<b>2 839 \$</b>

### Actions privilégiées

Aucune des actions privilégiées en circulation n'est rachetable au gré du détenteur.

Les rachats de toute action privilégiée sont assujettis à l'approbation préalable du surintendant des institutions financières du Canada.

#### Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série G

Entre le 30 avril 2001 et le 30 avril 2002, la Banque aura l'option de racheter les actions de série G en circulation pour 26,00 \$ US. Après le 30 avril 2003, le prix de rachat sera réduit à 25,00 \$ US plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 30 avril 2001, la Banque pourra convertir les actions de série G en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série G alors

applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 1,00 \$ US ou 95 % de l'équivalent en dollars US du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 janvier 2004, chaque action de série G pourra être convertie, au gré du détenteur, en actions ordinaires tous les trimestres, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ US l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.



**Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série H**

Entre le 30 avril 2002 et le 30 avril 2003, la Banque aura l'option de racheter les actions de série H en circulation pour 26,00 \$. Après le 30 avril 2004, le prix de rachat sera réduit à 25,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 30 avril 2002, la Banque pourra convertir les actions de série H en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série H alors applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 1,00 \$ ou 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 janvier 2005, chaque action de série H pourra être convertie, au gré du détenteur, en actions ordinaires tous les trimestres, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

**Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série I**

Le 1<sup>er</sup> novembre 1999, la Banque a émis 16 400 000 unités pour une contrepartie au comptant de 102,5 millions de dollars. Chaque unité consiste en une action privilégiée de premier rang, rachetable, de catégorie A, à dividende non cumulatif, série I et en un bon de souscription d'action privilégiée de premier rang, rachetable, de catégorie A, à dividende non cumulatif, série J.

Au plus tard le 31 octobre 2000, les détenteurs d'unités pouvaient, en exerçant un bon de souscription d'action de série J et en versant un montant au comptant de 18,75 \$, convertir une action de série I en une action de série J. Au cours de l'exercice, 16 383 935 actions de série I ont été converties en actions de série J.

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque aura l'option de racheter les actions de série I en circulation pour 6,25 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat.

**Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série J**

Entre le 30 avril 2005 et le 30 octobre 2005, la Banque aura l'option de racheter les actions de série J en circulation pour 26,00 \$. Le prix de rachat plus les dividendes déclarés et non

versés jusqu'à la date de rachat sera réduit à 25,80 \$ après le 30 octobre 2005, à 25,60 \$ après le 30 octobre 2006, à 25,40 \$ après le 30 octobre 2007, à 25,20 \$ après le 30 octobre 2008 et à 25,00 \$ après le 30 octobre 2009.

À compter du 30 avril 2005, la Banque pourra convertir les actions de série J en circulation, en totalité ou en partie, en actions ordinaires, en divisant le prix de rachat par action de série J alors applicable plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion par 2,00 \$ ou 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants. À compter du 29 janvier 2010, chaque action de série J pourra, au gré du détenteur, être convertie tous les trimestres en actions ordinaires, comme décrit ci-dessus.

La Banque peut, en donnant au moins un avis de 40 jours avant la date de conversion à tous les détenteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

**Actions privilégiées de série A de Société d'investissement hypothécaire TD**

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, Société d'investissement hypothécaire TD (SIHTD) aura l'option de racheter les actions de série A en circulation pour un montant de 1 000,00 \$.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, la Banque peut échanger la totalité des actions de série A en circulation contre des actions ordinaires de la Banque, en divisant 1 000,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange par 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, chaque action de série A pourra être échangée, au gré du détenteur, contre des actions ordinaires de la Banque, en divisant 1 000,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange par 1,00 \$ ou 95 % du prix de négociation moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

SIHTD peut, en donnant au moins un avis de deux jours ouvrables avant la date de l'échange à tous les détenteurs qui ont fourni un avis d'échange, racheter les actions, ou la Banque peut trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat de 1 000,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

**Taux de dividende sur actions privilégiées**

(par action)	Taux	
Série G	Trimestriel	0,33750 \$ US
Série H	Trimestriel	0,44375 \$
Série I	Trimestriel	0,01000 \$
Série J	Trimestriel	0,31875 \$
SIHTD, série A	Semestriel	32,30 \$

**Actions ordinaires**

	2000	1999
Nombre en circulation en début d'exercice	620 343 168	594 237 648
Émises à l'acquisition de filiales	1 112 035	–
Émises pour un produit brut de 700 millions de dollars (note 18)	–	25 700 000
Émises à la levée d'options	1 160 665	405 520
Nombre en circulation en fin d'exercice	622 615 868	620 343 168

### Dividendes en actions

Le 31 juillet 1999, la Banque a versé un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chacune de ses actions ordinaires émises et en circulation. L'incidence de ce dividende en actions à raison d'une pour une est la même qu'une division d'actions ordinaires à raison de deux pour une. Tous les nombres d'actions ordinaires ont été retraités pour refléter le dividende en actions.

### Régime d'épargne des employés

En vertu du régime d'épargne des employés (RÉE) de la Banque, les employés peuvent cotiser 5 % de leur salaire annuel de base jusqu'à concurrence de 2 200 \$ par année civile afin d'acheter des actions ordinaires de la Banque. La Banque cotise un montant correspondant à 50 % des cotisations des employés. Les cotisations de la Banque sont acquises sur une période de deux ans à compter du premier jour de l'année civile suivante. Pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2000, les cotisations de la Banque ont totalisé 12,7 millions de dollars (13,2 millions de dollars en 1999; 12,6 millions de dollars en 1998). Au 31 octobre 2000, un total de 5 408 543 actions ordinaires étaient détenues en vertu du RÉE (6 056 201 en 1999).

### Options d'achat d'actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de 1993 de la Banque, des options sur actions ordinaires peuvent être émises à certains employés pour une durée de dix ans. Ces options sont acquises sur une période de quatre ans et peuvent être levées au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'émission des options. Les options en circulation viennent à échéance à diverses dates jusqu'en février 2010. Au 31 octobre 2000, un total de 4 310 100 actions ordinaires ont été réservées aux fins d'émission en vertu du régime d'options d'achat d'actions de 1993 (8 378 000 en 1999).

Au cours de l'exercice, les actionnaires ont approuvé le régime d'options d'achat d'actions de 2000, en vertu duquel un maximum de 30 millions d'actions ordinaires de la Banque ont été réservées aux fins d'émission.

Un sommaire des activités visant les options d'achat d'actions de la Banque et des informations connexes pour les exercices se terminant aux 31 octobre est présenté ci-après :

	2000	Prix de levée moyen pondéré	1999	Prix de levée moyen pondéré	1998	Prix de levée moyen pondéré
Nombre en circulation en début d'exercice	23 336 948	18,39 \$	21 867 140	15,80 \$	20 400 890	12,12 \$
Octroyées	4 527 000	36,20	4 916 400	25,43	4 176 200	30,60
Levées – au comptant – actions	(2 840 740)	13,65	(2 770 072)	10,76	(2 200 550)	10,65
Confisquées	(1 160 665)	11,52	(405 520)	12,57	(345 250)	10,40
	(459 100)	29,29	(271 000)	23,46	(164 150)	14,75
Nombre en circulation en fin d'exercice	23 403 443	22,54 \$	23 336 948	18,39 \$	21 867 140	15,80 \$
Pouvant être levées en fin d'exercice	12 910 639	16,41 \$	12 337 346	13,40 \$	10 380 042	10,98 \$

Le tableau suivant présente des informations sur les options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 31 octobre 2000.

	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Nombre en circulation	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
Fourchette de prix de levée					
8,19 \$ – 11,81 \$	7 117 275	5,2	10,87 \$	7 117 275	10,87 \$
17,45 \$ – 25,43 \$	8 234 218	8,1	21,79 \$	3 936 939	19,72 \$
30,60 \$ – 36,50 \$	8 051 950	9,1	33,63 \$	1 856 425	30,60 \$

### Restrictions en matière de dividendes

En vertu de la Loi sur les banques, la Banque ne peut déclarer ou verser de dividendes sur ses actions ordinaires ou privilégiées s'il existe un motif raisonnable de croire que, ce faisant, elle violerait les règlements de la Loi sur les banques en matière de suffisance du capital et de liquidités ou les directives du surintendant des institutions financières du Canada. En outre, la capacité de la Banque de verser des dividendes sur ses actions ordinaires ou privilégiées est restreinte si Fiducie de capital TD ne verse pas le plein montant des distributions semestrielles aux détenteurs de ses titres.

En outre, la capacité de la Banque de verser des dividendes sur les actions ordinaires est restreinte par les modalités des actions privilégiées en circulation, en vertu desquelles la Banque ne peut verser de dividendes sur ses actions ordinaires sans l'approbation des détenteurs des actions privilégiées en circulation, à moins que tous les dividendes sur actions privilégiées n'aient été déclarés et versés ou réservés à des fins de paiement. Actuellement, ces limites ne restreignent pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées.

## NOTE 10 | Régimes de retraite

Le principal régime de retraite de la Banque, l'Association de la caisse de retraite de La Banque Toronto-Dominion, est un régime à prestations déterminées financé au moyen des cotisations de la Banque et des participants au régime. Conformément à la loi, la Banque verse au régime des montants établis de manière actuarielle et il lui incombe ultimement de s'assurer que le passif du régime fait l'objet d'une capitalisation appropriée avec le temps.

Les prestations de retraite sont établies en fonction des années de service et du salaire moyen des cinq dernières années des employés.

Le tableau suivant présente la situation financière du régime de retraite de la Banque aux 31 octobre.

(en millions de dollars)	2000	1999	1998
<b>Variation des obligations au titre des prestations projetées</b>			
Obligations au titre des prestations projetées en début d'exercice	1 141 \$	1 157 \$	1 066 \$
Modifications au régime	4	3	2
Variation des hypothèses actuarielles	(60)	(39)	8
Intérêts courus sur les prestations	77	74	71
Prestations accumulées	36	38	38
Prestations versées	(80)	(79)	(75)
Compte d'amélioration des prestations de retraite – prestations accumulées	4	3	1
(Gains actuariels) pertes actuarielles	22	(5)	55
Divers	–	(11)	(9)
Obligations au titre des prestations projetées en fin d'exercice	1 144	1 141	1 157
<b>Variation de l'actif du régime</b>			
Actif du régime à la juste valeur en début d'exercice	1 131	1 043	1 208
Revenu réel de l'actif du régime	57	51	51
Gain à la cession de placements	142	10	78
Cotisations des membres	18	18	18
Cotisations de l'employeur	–	40	–
Augmentation (diminution) des gains non réalisés sur les placements	3	69	(213)
Prestations de retraite	(80)	(79)	(75)
Frais généraux et administratifs	(8)	(10)	(13)
Divers	–	(11)	(11)
Actif du régime à la juste valeur en fin d'exercice	1 263	1 131	1 043
<b>Excédent (déficit) de l'actif du régime sur les obligations au titre des prestations projetées</b>	119	(10)	(114)
(Gain net) perte nette non constaté(e) lié(e) aux résultats passés, différent(e) des hypothèses, et incidence des variations des hypothèses	(42)	119	224
Coûts au titre des services passés non constatés	23	23	23
Montant de transition non constaté	(17)	(33)	(49)
<b>Charge de retraite payée d'avance</b>	83 \$	99 \$	84 \$
<b>Charge annuelle</b>			
La charge de retraite nette comprend les éléments suivants :			
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	22 \$	23 \$	23 \$
Intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	77	74	71
Rendement prévu de l'actif du régime	(85)	(78)	(86)
Amortissement net	2	6	(12)
<b>Charge de retraite</b>	16 \$	25 \$	(4) \$
<b>Hypothèses actuarielles</b>			
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	7,25 %	6,75 %	6,50 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3,50	3,50	3,50
Taux de rendement moyen pondéré prévu à long terme de l'actif du régime	8,00	7,75	7,50

### Autres prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Par suite de l'acquisition de CT, la Banque est le promoteur d'un deuxième régime de retraite comprenant un volet à prestations déterminées et un volet à cotisations déterminées. Le financement des deux volets du régime est assuré par les cotisations de la

Banque et des participants au régime. Le volet à prestations déterminées du régime a cessé d'être offert aux nouveaux participants après le 31 mai 1987. Les employés de CT qui ont adhéré au régime le 1<sup>er</sup> juin 1987 ou après cette date n'étaient admissibles

qu'au volet à cotisations déterminées. Au 30 septembre 2000, les résultats du volet à prestations déterminées du régime de CT étaient comme suit : les obligations au titre des prestations projetées s'élevaient à 279 millions de dollars, la juste valeur de l'actif du régime était de 286 millions de dollars et l'excédent de capitalisation atteignait 7 millions de dollars. Au 30 septembre

2000, l'actif du volet à cotisations déterminées du régime de CT avait une juste valeur de 265 millions de dollars.

La Banque offre également certaines prestations d'assurance-vie, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire aux employés à la retraite. Ces prestations sont comptabilisées dans les salaires et avantages sociaux au fur et à mesure qu'elles sont versées.

## NOTE 11 | Provision pour impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars)	2000	1999	1998
Provision pour impôts sur les bénéfices – état consolidé des revenus			
Impôts sur les bénéfices exigibles	1 087 \$	943 \$	717 \$
Impôts sur les bénéfices futurs	(791)	147	(106)
	296	1 090	611
Provision pour impôts sur les bénéfices – état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires			
Impôts sur les bénéfices exigibles	(48)	58	(107)
Impôts sur les bénéfices futurs	(6)	(13)	–
	(54)	45	(107)
<b>Total de la provision pour impôts sur les bénéfices</b>	<b>242 \$</b>	<b>1 135 \$</b>	<b>504 \$</b>
Impôts sur les bénéfices exigibles			
Fédéral	497 \$	267 \$	282 \$
Provincial	124	91	102
Étranger	418	643	226
	1 039	1 001	610
Impôts sur les bénéfices futurs			
Fédéral	(568)	98	(79)
Provincial	(199)	33	(25)
Étranger	(30)	3	(2)
	(797)	134	(106)
	242 \$	1 135 \$	504 \$

La provision pour impôts sur les bénéfices qui figure à l'état consolidé des revenus est moindre que celle qui est obtenue par l'application des taux d'impôt prévus par la loi au revenu net

avant la provision pour impôts sur les bénéfices en raison des facteurs suivants :

	2000	1999	1998
Taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	42,4 %	42,5 %	42,8 %
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :			
Gain non imposable à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	–	(11,7)	–
Amortissement de l'écart d'acquisition	2,6	0,3	1,5
Dividendes de sociétés canadiennes imposables	(8,2)	(2,6)	(6,4)
Taux d'imposition moins élevés sur les bénéfices de filiales internationales	(10,2)	(2,5)	(5,7)
Réductions des taux d'imposition fédéral et provinciaux futurs en vigueur pour 2001	(7,2)	–	–
Impôt fédéral des grandes sociétés	1,0	0,4	0,8
Surtaxe temporaire sur les institutions financières	0,5	0,2	0,5
Divers – net	0,3	0,1	1,8
Taux d'impôt sur les bénéfices réel	21,2 %	26,7 %	35,3 %

Les actifs (passifs) d'impôts futurs nets présentés dans les autres actifs (passifs) comprennent les actifs et les passifs suivants :

(en millions de dollars)	2000	1999
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Provision globale pour pertes sur créances	254 \$	225 \$
Revenu reporté	32	38
Valeurs mobilières	157	19
Divers	98	33
Total des actifs d'impôts futurs	541	315
Provision pour moins-value	-	-
Actifs d'impôts futurs	541	315
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(2 338)	-
Locaux et matériel et mobilier	(46)	(24)
Caisse de retraite	(36)	(24)
Divers	(37)	(31)
Passifs d'impôts futurs	(2 457)	(79)
Actifs (passifs) d'impôts futurs nets	(1 916)\$	236 \$

Les bénéfices de certaines filiales internationales seraient impossibles uniquement en cas de rapatriement au Canada. La Banque n'a pas constaté de passifs d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis étant donné qu'elle ne prévoit pas les rapatrier à

l'heure actuelle. Si tous les bénéfices non répartis des filiales internationales étaient rapatriés, les impôts estimatifs à payer atteindraient 186 millions de dollars au 31 octobre 2000 (174 millions de dollars en 1999).

## NOTE 12 | Juste valeur des instruments financiers

(en millions de dollars)	2000		1999	
	Valeur comptable	Juste valeur estimative	Valeur comptable	Juste valeur estimative
<b>Bilan consolidé</b>				
<b>Actif</b>				
Valeurs mobilières	85 387 \$	86 183 \$	69 093 \$	69 487 \$
Prêts	120 721	120 461	87 485	86 401
<b>Passif</b>				
Dépôts	185 808	186 112	140 386	140 406
Effets subordonnés et débetures	4 883	4 916	3 217	3 176

L'ensemble des montants présentés à la juste valeur estimative ne correspond pas à l'estimation par la direction de la valeur sous-jacente de la Banque. De plus, les justes valeurs présentées représentent les estimations de valeur effectuées à un moment précis et ne reflètent pas nécessairement les justes valeurs futures.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes d'évaluation et les hypothèses suivantes :

Dans le cas des actifs et passifs qui sont à court terme ou qui sont assortis de caractéristiques de taux variable, la juste valeur est considérée comme étant égale à la valeur comptable. Ces éléments ne figurent pas ci-dessus.

Pour obtenir de l'information détaillée sur la juste valeur estimative des instruments financiers dérivés, se reporter à la note 14.

La juste valeur estimative des valeurs mobilières est établie comme la valeur estimative du marché présentée à la note 2.

La juste valeur estimative des prêts reflète les variations de l'ensemble des taux d'intérêt qui se sont produites depuis que les prêts ont été montés ainsi que les changements à l'égard de la solvabilité des emprunteurs. En ce qui a trait aux prêts à taux fixe, la juste valeur estimative est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus liés à ces prêts aux taux d'intérêt du marché pour les prêts ayant des risques de crédit similaires.

La juste valeur estimative des dépôts à terme est établie par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels au moyen des taux d'intérêt actuellement en vigueur pour les dépôts assortis de conditions similaires.

La juste valeur estimative des effets subordonnés et des débetures est calculée en fonction des cours du marché.

## NOTE 13 | Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt par la Banque est décrite à la rubrique Gestion des risques de l'Analyse par la direction du rendement de l'exploitation figurant dans le rapport annuel de la Banque. Le chapitre 3860 du Manuel de l'Institut Canadien des

Comptables Agréés, *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*, exige la présentation du risque de taux d'intérêt dans le format prescrit suivant :

### Risque de taux d'intérêt<sup>1</sup>

(en milliards de dollars)								
	Taux flottant	À moins de 3 mois	De 3 mois à un an	Total à moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
<b>2000</b>								
<b>Actif</b>								
Liquidités	– \$	3,6 \$	– \$	3,6 \$	– \$	– \$	0,6 \$	4,2 \$
<i>Rendement réel</i>		6,2 %						
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	3,6 \$	5,4 \$	4,4 \$	13,4 \$	0,1 \$	0,5 \$	– \$	14,0 \$
<i>Rendement réel</i>		6,1 %	6,7 %		7,2 %	7,7 %		
Valeurs du compte de placement	0,7 \$	2,4 \$	6,2 \$	9,3 \$	12,0 \$	1,3 \$	4,5 \$	27,1 \$
<i>Rendement réel</i>		6,1 %	5,9 %		6,3 %	6,8 %		
Valeurs du compte de négociation	58,3 \$	– \$	– \$	58,3 \$	– \$	– \$	– \$	58,3 \$
Prêts	37,7 \$	26,5 \$	18,8 \$	83,0 \$	35,0 \$	2,6 \$	0,1 \$	120,7 \$
<i>Rendement réel</i>		8,2 %	7,1 %		7,0 %	6,9 %		
Divers	24,9 \$	– \$	– \$	24,9 \$	– \$	– \$	15,6 \$	40,5 \$
<b>Total de l'actif</b>	<b>125,2 \$</b>	<b>37,9 \$</b>	<b>29,4 \$</b>	<b>192,5 \$</b>	<b>47,1 \$</b>	<b>4,4 \$</b>	<b>20,8 \$</b>	<b>264,8 \$</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>								
Dépôts	43,7 \$	71,5 \$	30,8 \$	146,0 \$	27,4 \$	1,1 \$	11,3 \$	185,8 \$
<i>Rendement réel</i>		5,6 %	5,4 %		5,8 %	5,8 %		
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	19,0 \$	– \$	– \$	19,0 \$	– \$	– \$	– \$	19,0 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	1,4 \$	5,9 \$	1,4 \$	8,7 \$	– \$	0,1 \$	0,1 \$	8,9 \$
<i>Rendement réel</i>		5,9 %	6,0 %			7,0 %		
Effets subordonnés et débiteures	– \$	0,2 \$	0,6 \$	0,8 \$	2,3 \$	1,7 \$	0,1 \$	4,9 \$
<i>Rendement réel</i>		6,7 %	6,0 %		6,8 %	6,8 %		
Divers	22,6 \$	– \$	– \$	22,6 \$	– \$	0,9 \$	10,4 \$	33,9 \$
Avoir des actionnaires	– \$	– \$	– \$	– \$	0,5 \$	0,7 \$	11,1 \$	12,3 \$
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>86,7 \$</b>	<b>77,6 \$</b>	<b>32,8 \$</b>	<b>197,1 \$</b>	<b>30,2 \$</b>	<b>4,5 \$</b>	<b>33,0 \$</b>	<b>264,8 \$</b>
<b>Position au bilan</b>	<b>38,5 \$</b>	<b>(39,7)\$</b>	<b>(3,4)\$</b>	<b>(4,6)\$</b>	<b>16,9 \$</b>	<b>(0,1)\$</b>	<b>(12,2)\$</b>	<b>– \$</b>
Total des montants à payer sur les instruments <sup>2</sup>	– \$	(80,0)\$	(10,8)\$	(90,8)\$	(18,5)\$	(1,3)\$	– \$	(110,6)\$
<i>Rendement réel</i>		6,3 %	6,4 %		5,5 %	6,3 %		
Total des montants à recevoir sur les instruments <sup>2</sup>	– \$	77,8 \$	15,6 \$	93,4 \$	14,6 \$	2,6 \$	– \$	110,6 \$
<i>Rendement réel</i>		6,3 %	6,1 %		5,8 %	5,5 %		
<b>Position hors bilan</b>	<b>– \$</b>	<b>(2,2)\$</b>	<b>4,8 \$</b>	<b>2,6 \$</b>	<b>(3,9)\$</b>	<b>1,3 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>
<b>Position nette</b>	<b>38,5 \$</b>	<b>(41,9)\$</b>	<b>1,4 \$</b>	<b>(2,0)\$</b>	<b>13,0 \$</b>	<b>1,2 \$</b>	<b>(12,2)\$</b>	<b>– \$</b>

<sup>1</sup> Le tableau ci-dessus présente la date d'échéance ou la date de modification des taux, selon la plus rapprochée, des instruments sensibles aux taux d'intérêt. La date contractuelle de modification des taux peut être rajustée conformément aux estimations de la direction à l'égard des remboursements anticipés qui n'ont pas de lien avec les variations des taux d'intérêt. Les opérations hors bilan comprennent uniquement les opérations qui ont été conclues à titre de couverture des éléments non compris dans le compte de négociation. Certains actifs et passifs sont présentés comme non sensibles aux taux bien que le profil présumé pour la gestion réelle puisse être différent. Les valeurs du compte de négociation sont présentées dans la catégorie à taux flottant.

<sup>2</sup> Montants nominaux de référence.

**Risque de taux d'intérêt par monnaie**

(en milliards de dollars)								
	Taux flottant	À moins de 3 mois	De 3 mois à un an	Total à moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
<b>2000</b>								
Monnaie canadienne position au bilan	11,9 \$	(9,2)\$	(5,9)\$	(3,2)\$	15,9 \$	(1,0)\$	(13,5)\$	(1,8)\$
Monnaie étrangère position au bilan	26,6	(30,5)	2,5	(1,4)	1,0	0,9	1,3	1,8
<b>Position au bilan</b>	<b>38,5</b>	<b>(39,7)</b>	<b>(3,4)</b>	<b>(4,6)</b>	<b>16,9</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(12,2)</b>	<b>-</b>
Monnaie canadienne position hors bilan	-	10,5	4,1	14,6	(4,4)	0,6	-	10,8
Monnaie étrangère position hors bilan	-	(12,7)	0,7	(12,0)	0,5	0,7	-	(10,8)
<b>Position hors bilan</b>	<b>-</b>	<b>(2,2)</b>	<b>4,8</b>	<b>2,6</b>	<b>(3,9)</b>	<b>1,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Position nette</b>	<b>38,5 \$</b>	<b>(41,9)\$</b>	<b>1,4 \$</b>	<b>(2,0)\$</b>	<b>13,0 \$</b>	<b>1,2 \$</b>	<b>(12,2)\$</b>	<b>-\$</b>

**Risque de taux d'intérêt**

(en milliards de dollars)								
	Taux flottant	À moins de 3 mois	De 3 mois à un an	Total à moins de un an	De un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible aux taux d'intérêt	Total
1999								
Total de l'actif	109,8 \$	43,3 \$	16,4 \$	169,5 \$	30,8 \$	3,9 \$	10,2 \$	214,4 \$
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	60,9	72,0	33,9	166,8	20,4	2,7	24,5	214,4
Position au bilan	48,9	(28,7)	(17,5)	2,7	10,4	1,2	(14,3)	-
Position hors bilan	-	4,6	0,8	5,4	(3,7)	(1,7)	-	-
Position nette	48,9 \$	(24,1)\$	(16,7)\$	8,1 \$	6,7 \$	(0,5)\$	(14,3)\$	-\$

**NOTE 14 | Instruments financiers dérivés**

La Banque conclut des instruments financiers dérivés, comme décrit ci-après, à des fins de négociation et de gestion des risques.

Les swaps de taux d'intérêt comportent l'échange d'obligations de paiements d'intérêts à taux fixe et flottant selon un montant nominal de référence déterminé. Les swaps de monnaies étrangères comprennent l'échange de paiements de capital et d'intérêts à taux fixe dans diverses monnaies étrangères. Les swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères comportent l'échange de paiements de capital et d'intérêts à taux fixe et flottant dans deux monnaies différentes.

Les contrats de garantie de taux d'intérêt sont des contrats fixant un taux d'intérêt devant être payé ou reçu à l'égard d'un montant théorique ayant une échéance précise et débutant à une date ultérieure donnée.

Les contrats de change à terme sont des engagements d'acheter ou de vendre des monnaies étrangères qui seront livrées à une date ultérieure donnée et à un taux fixe.

Les contrats à terme normalisés sont des engagements futurs d'acheter ou de livrer des marchandises ou des instruments financiers à une date ultérieure donnée et à un prix déterminé.

Les contrats à terme normalisés sont négociés selon des montants normalisés à des bourses organisées et sont assujettis à des marges au comptant calculées quotidiennement.

Les options sont des contrats entre deux parties, en vertu desquels le vendeur de l'option accorde à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre, à une date donnée ou avant, un montant déterminé d'un instrument financier à un prix convenu au moment où l'option est conclue. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

La Banque négocie également des dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit sur les marchés boursiers et hors bourse.

Les montants nominaux de référence, sur lesquels les paiements sont fondés, ne reflètent pas le risque de crédit afférent aux instruments financiers dérivés.

**Instruments financiers dérivés négociés hors bourse et en bourse**

(en milliards de dollars)						
Montant nominal de référence	Activités de négociation			Autres activités	2000 Total	1999 Total
	Hors bourse	En bourse	Total			
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	– \$	140,7 \$	140,7 \$	– \$	140,7 \$	105,1 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	72,1	–	72,1	7,5	79,6	57,2
Swaps	500,9	–	500,9	104,2	605,1	467,2
Options vendues	38,7	–	38,7	0,2	38,9	38,8
Options achetées	32,9	–	32,9	13,8	46,7	38,2
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	329,3	–	329,3	18,4	347,7	263,5
Swaps	6,8	–	6,8	–	6,8	6,8
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	62,0	–	62,0	8,9	70,9	59,1
Options vendues	13,8	–	13,8	–	13,8	6,8
Options achetées	11,4	–	11,4	–	11,4	7,2
Autres contrats <sup>1</sup>	50,7	10,9	61,6	6,5	68,1	34,5
<b>Total</b>	<b>1 118,6 \$</b>	<b>151,6 \$</b>	<b>1 270,2 \$</b>	<b>159,5 \$</b>	<b>1 429,7 \$</b>	<b>1 084,4 \$</b>

<sup>1</sup> Comprennent les dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit.

**Instruments financiers dérivés selon l'échéance**

(en milliards de dollars)						
Montant nominal de référence	Échéance restante				2000 Total	1999 Total
	D'ici un an	De un an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De plus de 5 ans		
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	106,2 \$	34,4 \$	0,1 \$	– \$	140,7 \$	105,1 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	76,6	3,0	–	–	79,6	57,2
Swaps	342,1	105,4	59,3	98,3	605,1	467,2
Options vendues	8,1	20,9	5,1	4,8	38,9	38,8
Options achetées	24,5	14,4	5,8	2,0	46,7	38,2
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	332,2	14,6	0,5	0,4	347,7	263,5
Swaps	0,7	1,4	1,3	3,4	6,8	6,8
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	10,3	25,8	10,9	23,9	70,9	59,1
Options vendues	8,3	4,7	0,7	0,1	13,8	6,8
Options achetées	10,7	0,6	0,1	–	11,4	7,2
Autres contrats <sup>1</sup>	28,6	15,3	13,9	10,3	68,1	34,5
<b>Total</b>	<b>948,3 \$</b>	<b>240,5 \$</b>	<b>97,7 \$</b>	<b>143,2 \$</b>	<b>1 429,7 \$</b>	<b>1 084,4 \$</b>

<sup>1</sup> Comprennent les dérivés en matière d'actions, de marchandises et de crédit.

La Banque est exposée à un risque de marché en raison de l'instabilité des prix sur le marché des dérivés et le marché au comptant découlant des fluctuations des taux d'intérêt et de change, des prix des actions et des écarts de crédit. Ce risque est géré par des cadres supérieurs qui sont responsables des activités de négociation de la Banque et est contrôlé de façon distincte par la Direction de la gestion des risques de la Banque.

La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés en bourse est déterminée d'après les cours du marché plus ou moins les règlements de marge quotidiens. Ainsi, ces instruments

ont une juste valeur minimale, car ils sont réellement réglés sur une base quotidienne. La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés hors bourse est calculée à l'aide des modèles d'évaluation qui comprennent les taux et les prix du marché en vigueur sur les instruments sous-jacents ayant des échéances et des caractéristiques similaires. La juste valeur des instruments financiers dérivés hors bourse reflète également l'incidence des redressements de valeur qui constatent la nécessité de couvrir les risques de marché, d'illiquidité et de crédit ainsi que le coût en capital et les frais administratifs sur la durée du contrat.



**Juste valeur des instruments financiers dérivés**

(en millions de dollars)	2000				1999	
	Juste valeur moyenne <sup>1</sup> de l'exercice		Juste valeur en fin d'exercice		Juste valeur en fin d'exercice	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
<b>Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins de négociation :</b>						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	11 \$	9 \$	8 \$	12 \$	16 \$	13 \$
Swaps	4 766	4 018	3 974	3 337	5 007	3 950
Options vendues	–	168	–	336	–	436
Options achetées	352	–	274	–	357	–
<b>Total des contrats de taux d'intérêt</b>	<b>5 129</b>	<b>4 195</b>	<b>4 256</b>	<b>3 685</b>	<b>5 380</b>	<b>4 399</b>
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	3 111	2 576	5 047	4 236	1 147	1 575
Swaps	255	159	226	271	242	102
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	2 071	2 318	3 048	3 478	1 854	1 750
Options vendues	–	57	–	90	–	48
Options achetées	88	–	106	–	79	–
<b>Total des contrats de change</b>	<b>5 525</b>	<b>5 110</b>	<b>8 427</b>	<b>8 075</b>	<b>3 322</b>	<b>3 475</b>
Autres contrats <sup>2</sup>	978	829	1 575	1 042	949	599
<b>Juste valeur – à des fins de négociation</b>	<b>11 632 \$</b>	<b>10 134 \$</b>	<b>14 258 \$</b>	<b>12 802 \$</b>	<b>9 651 \$</b>	<b>8 473 \$</b>
<b>Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins autres que de négociation :</b>						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt			2 \$	2 \$	– \$	– \$
Swaps			689	610	474	173
Options vendues			–	–	–	–
Options achetées			26	–	–	–
<b>Total des contrats de taux d'intérêt</b>			<b>717</b>	<b>612</b>	<b>474</b>	<b>173</b>
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			1 068	788	758	774
Swaps			–	–	–	–
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères			237	171	282	128
<b>Total des contrats de change</b>			<b>1 305</b>	<b>959</b>	<b>1 040</b>	<b>902</b>
Autres contrats <sup>2</sup>			101	5	5	1
<b>Juste valeur – à des fins autres que de négociation</b>			<b>2 123</b>	<b>1 576</b>	<b>1 519</b>	<b>1 076</b>
<b>Total de la juste valeur</b>			<b>16 381 \$</b>	<b>14 378 \$</b>	<b>11 170 \$</b>	<b>9 549 \$</b>

<sup>1</sup> La juste valeur moyenne des instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation pour l'exercice se terminant au 31 octobre 1999 s'est élevée à 10 230 millions de dollars (positive) et 9 124 millions de dollars (négative). Les moyennes sont calculées tous les mois.

<sup>2</sup> Comprennent les dérivés d'actions, de marchandises et de crédit.

Le risque de crédit sur les instruments financiers dérivés correspond au risque de perte financière qu'assume la Banque si une contrepartie n'honore pas ses engagements envers elle. La section du crédit de trésorerie est responsable de l'application des politiques de crédit établies par la Banque pour la gestion du risque de crédit sur les dérivés et du respect de celles-ci.

Dans le tableau suivant, le coût de remplacement actuel, qui correspond à la juste valeur positive de tous les instruments financiers dérivés en cours, représente le risque de crédit maximal

de la Banque sur les dérivés. Le montant de l'équivalent-crédit correspond à la somme du coût de remplacement actuel et du risque futur éventuel, lequel est calculé par l'application de facteurs fournis par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada au montant nominal de référence des instruments. Le montant pondéré en fonction des risques est déterminé par l'application des mesures standard du risque de crédit de contrepartie au montant de l'équivalent-crédit.

**Risque de crédit sur les instruments financiers dérivés en fin d'exercice**

(en millions de dollars)	2000			1999		
	Coût de remplacement actuel <sup>1</sup>	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques	Coût de remplacement actuel <sup>1</sup>	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	10 \$	25 \$	5 \$	16 \$	25 \$	6 \$
Swaps	4 616	6 844	1 647	5 481	7 349	1 806
Options achetées	290	421	106	336	429	110
Total des contrats de taux d'intérêt	4 916	7 290	1 758	5 833	7 803	1 922
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	5 991	9 577	2 501	1 840	4 472	1 223
Swaps	226	622	201	242	568	177
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères	3 273	7 004	1 646	2 136	5 311	1 292
Options achetées	67	206	58	47	154	53
Total des contrats de change	9 557	17 409	4 406	4 265	10 505	2 745
Autres contrats <sup>2</sup>	1 189	5 835	1 697	918	3 527	1 263
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>15 662 \$</b>	<b>30 534 \$</b>	<b>7 861 \$</b>	<b>11 016 \$</b>	<b>21 835 \$</b>	<b>5 930 \$</b>
Moins l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties	7 847	12 011	3 200	5 419	8 746	2 327
	<b>7 815 \$</b>	<b>18 523 \$</b>	<b>4 661 \$</b>	<b>5 597 \$</b>	<b>13 089 \$</b>	<b>3 603 \$</b>

<sup>1</sup> Les instruments négociés en bourse et les contrats de change à terme venant à échéance dans les 14 jours sont exclus selon les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Le total de la juste valeur positive des contrats exclus s'élevait à 719 millions de dollars au 31 octobre 2000 (154 millions de dollars en 1999).

<sup>2</sup> Comprennent les dérivés d'actions, de marchandises et de crédit.

**NOTE 15 | Passif éventuel et engagements**

a) Dans le cours normal des affaires, la Banque prend divers engagements et conclut des contrats de passif éventuel qui ne figurent pas au bilan.

Les instruments de crédit indiqués ci-dessous représentent le montant maximal du crédit additionnel que la Banque pourrait être obligée de consentir si les contrats étaient entièrement utilisés.

**Instruments de crédit**

(en millions de dollars)	2000	1999
Garanties et lettres de crédit de soutien	7 106 \$	7 084 \$
Lettres de crédit documentaires et commerciales	1 173	1 329
Engagements de crédit <sup>1</sup>		
Échéance originale de un an ou moins	54 756	20 977
Échéance originale de plus de un an	28 412	29 731
	<b>91 447 \$</b>	<b>59 121 \$</b>

<sup>1</sup> Comprennent les parties non utilisées des engagements de crédit sous forme de prêts, d'engagements de clients en contrepartie d'acceptations, de garanties et de lettres de crédit.

b) Les frais de location nets relatifs aux locaux et au matériel et mobilier imputés au revenu net de l'exercice se terminant au 31 octobre 2000 ont été de 391 millions de dollars (305 millions de dollars en 1999).

La Banque a des obligations en vertu de contrats de location à long terme non résiliables visant les locaux et le matériel et mobilier. Les engagements minimums futurs aux termes de contrats de location-exploitation pour le matériel et mobilier, dans les cas où le loyer annuel est supérieur à 100 000 \$, et pour les locaux s'établissent comme suit :

(en millions de dollars)	
2001	302 \$
2002	266
2003	215
2004	167
2005	134
2006 et par la suite	386
	<b>1 470 \$</b>

c) La Banque et ses filiales sont parties à diverses poursuites judiciaires dans le cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées à des prêts. Selon la direction, le jugement final relativement à ces poursuites, sur une base individuelle ou dans l'ensemble, n'aura qu'une incidence négligeable sur la situation financière de la Banque.

comptable de 3 milliards de dollars (3,5 milliards de dollars en 1999) avaient été déposés dans le but de participer aux systèmes de compensation et de paiement et auprès de dépositaires ou d'avoir accès aux installations des banques centrales de territoires étrangers ou encore à titre de garantie pour les règlements de contrats auprès de bourses de dérivés ou d'autres contreparties de dérivés.

d) Dans le cours normal des affaires, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en gage à l'égard de passifs. Au 31 octobre 2000, des valeurs mobilières et d'autres actifs d'une valeur comptable de 24 milliards de dollars (32,5 milliards de dollars en 1999) avaient été donnés en gage relativement à des valeurs mobilières vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat. En outre, au 31 octobre 2000, des actifs d'une valeur

e) Dans le cours normal des affaires, la Banque consent des prêts visant des valeurs mobilières de clients impayées, ou ses propres valeurs mobilières, à des emprunteurs à condition que ces prêts soient entièrement garantis. Les valeurs mobilières faisant l'objet de prêts au 31 octobre 2000 s'élevaient à 0,8 milliard de dollars (1 milliard de dollars en 1999).

## NOTE 16 | Concentration du risque de crédit

Il existe une concentration du risque de crédit lorsqu'un certain nombre d'emprunteurs ou de contreparties engagés dans des activités similaires sont situés dans la même région géographique ou ont des caractéristiques économiques comparables. Leur aptitude à respecter des obligations contractuelles peut être également touchée par l'évolution des conditions économiques, politiques ou autres. La direction considère que les concentrations suivantes se trouvent dans des limites acceptables.

### Actif au bilan

Du total des prêts au 30 septembre 2000, 74 % avait trait à des emprunteurs du Canada, la plus grande concentration étant en Ontario (44 %), et 18 %, à des emprunteurs des États-Unis. Au 30 septembre 1999, la concentration des prêts était de 71 % au Canada (y compris 39 % en Ontario) et de 21 % aux États-Unis. Aucun autre secteur n'a représenté plus de 5 % du total des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

## Instruments financiers hors bilan

### a) Instruments de crédit

Au 31 octobre 2000, la Banque avait des engagements et des contrats de passif éventuel évalués à 91 447 millions de dollars (59 121 millions de dollars en 1999), dont des engagements de crédit totalisant 83 168 millions de dollars (50 708 millions de dollars en 1999) se répartissant comme suit : environ 45 % du risque de crédit se rapportait au Canada (37 % en 1999), 42 %, aux États-Unis (50 % en 1999) et 7 %, au Royaume-Uni (7 % en 1999). En ce qui concerne la concentration par secteur d'activité, environ 34 % des engagements de crédit avaient trait aux institutions financières (26 % en 1999), 13 %, aux services publics (11 % en 1999), 12 %, aux télécommunications et à la câblodistribution (10 % en 1999), 6 %, au gouvernement (8 % en 1999) et 5 %, au pétrole et au gaz (5 % en 1999). Aucun autre secteur d'activité ne dépassait 5 % du total.

### b) Instruments financiers dérivés

Au 31 octobre 2000, le coût de remplacement actuel des instruments financiers dérivés s'élevait à 15 662 millions de dollars (11 016 millions de dollars en 1999). D'après la région de la contrepartie ultime, 30 % de ce risque de crédit se rapportait à l'Europe à l'exclusion du Royaume-Uni (30 % en 1999), 27 %, aux États-Unis (25 % en 1999), 24 %, au Canada (29 % en 1999) et 11 %, au Royaume-Uni (9 % en 1999). La plus importante concentration par type de contrepartie était auprès d'autres institutions financières, qui constituaient 84 % du total (81 % en 1999). Aucun autre secteur ne dépassait 5 % du total.

## NOTE 17 | Information sectorielle

La Banque exerce ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : TD Canada Trust, TD Waterhouse, Gestion de Placements TD et Valeurs Mobilières TD. Les revenus et frais résiduels non attribués sont inclus à la rubrique divers.

TD Canada Trust fournit des services financiers aux consommateurs et aux petites et moyennes entreprises. TD Waterhouse fournit des services de courtage réduit à l'échelle mondiale. Gestion de Placements TD offre des services de gestion de placements à des investisseurs institutionnels et de détail. Valeurs Mobilières TD offre une gamme complète de services, notamment les services de

placement, les services de banque d'affaires, les fusions et acquisitions, les titres à revenu fixe, les opérations de change, les produits dérivés, les titres à rendement élevé, les instruments du marché monétaire, les actions et les services aux grandes entreprises.

Les résultats de chaque secteur reflètent ses revenus, frais, actifs et passifs. Les prix de transfert des fonds vendus ou achetés et des commissions pour les services fournis correspondent généralement aux taux du marché. La Banque mesure le rendement de chaque secteur d'après le revenu net et le rendement de l'avoir.

## Résultats par secteur d'activité

(en millions de dollars)						
	TD Canada Trust	TD Waterhouse	Gestion de Placements TD	Valeurs Mobilières TD	Divers	Total
<b>2000</b>						
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	3 025 \$	538 \$	22 \$	428 \$	(209)\$	3 804 \$
Provision pour pertes sur créances	270	–	–	210	–	480
Autres revenus	2 021	1 746	272	2 295	66	6 400
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/l'actif incorporel hors caisse et des coûts de restructuration	3 309	1 679	124	1 189	6	6 307
Coûts de restructuration	–	–	–	–	475	475
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle	1 467	605	170	1 324	(624)	2 942
Provision pour impôts sur les bénéficiaires (en équivalence fiscale)	620	250	77	546	(375)	1 118
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	36	–	–	41	77
<b>Revenu net – comptabilité de caisse</b>	<b>847</b>	<b>319</b>	<b>93</b>	<b>778</b>	<b>(290)</b>	<b>1 747</b>
Amortissement de l'écart d'acquisition/ l'actif incorporel hors caisse, déduction faite des impôts et taxes	673	45	4	–	–	722
<b>Revenu net – comptabilité d'exercice</b>	<b>174 \$</b>	<b>274 \$</b>	<b>89 \$</b>	<b>778 \$</b>	<b>(290)\$</b>	<b>1 025 \$</b>
Total de l'actif	104 900 \$	23 600 \$	4 100 \$	123 600 \$	8 618 \$	264 818 \$
<b>1999</b>						
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	2 088 \$	308 \$	22 \$	806 \$	(51)\$	3 173 \$
Provision pour pertes sur créances	103	–	–	76	96	275
Autres revenus	1 118	1 897	181	1 595	18	4 809
Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	–	1 122	–	–	–	1 122
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/l'actif incorporel hors caisse	2 231	1 094	105	1 028	59	4 517
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle	872	2 233	98	1 297	(188)	4 312
Provision pour impôts sur les bénéficiaires (en équivalence fiscale)	374	451	44	550	(137)	1 282
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	5	–	–	–	5
<b>Revenu net – comptabilité de caisse</b>	<b>498</b>	<b>1 777</b>	<b>54</b>	<b>747</b>	<b>(51)</b>	<b>3 025</b>
Amortissement de l'écart d'acquisition/ l'actif incorporel hors caisse, déduction faite des impôts et taxes	2	42	–	–	–	44
<b>Revenu net – comptabilité d'exercice</b>	<b>496 \$</b>	<b>1 735 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>747 \$</b>	<b>(51)\$</b>	<b>2 981 \$</b>
Total de l'actif	60 800 \$	18 300 \$	4 700 \$	122 200 \$	8 417 \$	214 417 \$
<b>1998</b>						
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	2 151 \$	202 \$	11 \$	1 024 \$	(248)\$	3 140 \$
Provision pour pertes sur créances	158	–	–	92	200	450
Autres revenus	978	726	166	1 211	116	3 197
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition/l'actif incorporel hors caisse	2 163	702	84	978	(33)	3 894
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéficiaires	808	226	93	1 165	(299)	1 993
Provision pour impôts sur les bénéficiaires (en équivalence fiscale)	350	93	43	492	(168)	810
<b>Revenu net – comptabilité de caisse</b>	<b>458</b>	<b>133</b>	<b>50</b>	<b>673</b>	<b>(131)</b>	<b>1 183</b>
Amortissement de l'écart d'acquisition/ l'actif incorporel hors caisse, déduction faite des impôts et taxes	–	62	–	–	–	62
<b>Revenu net – comptabilité d'exercice</b>	<b>458 \$</b>	<b>71 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>673 \$</b>	<b>(131)\$</b>	<b>1 121 \$</b>

**Distribution géographique des revenus**

La Banque gagne des revenus au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. La présentation des résultats est fondée sur

l'emplacement géographique de l'unité responsable de l'enregistrement des revenus.

**Revenus (en équivalence fiscale)**

(en millions de dollars)	2000	1999	1998
Canada	6 948 \$	4 772 \$	4 531 \$
États-Unis	2 590	2 752	1 377
Autres pays	666	458	429
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>10 204 \$</b>	<b>7 982 \$</b>	<b>6 337 \$</b>

<sup>1</sup> Exclut le gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc. en 1999.

**NOTE 18 | Acquisition de Services financiers CT inc.**

Le 1<sup>er</sup> février 2000, la Banque a acquis la presque totalité des actions ordinaires de Services financiers CT inc. (CT), société de portefeuille d'un groupe d'entreprises qui, ensemble, exercent leurs activités en tant que société canadienne de services

financiers sous la raison sociale de Canada Trust. La contrepartie totale versée pour cette acquisition s'est élevée à 7 998 millions de dollars. Le montant au comptant a été obtenu comme suit :

(en millions de dollars)	
Émission d'actions ordinaires	700 \$
Émission d'actions privilégiées	410
Émission de parts de fiducie d'une filiale	900
Émission d'effets subordonnés	750
Dépôts de gros	5 263
Moins : frais et charges	(25)
<b>Total</b>	<b>7 998 \$</b>

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats des activités de CT ont été inclus dans l'état consolidé des revenus à compter de la date d'acquisition.

La contrepartie versée et la juste valeur des actifs nets acquis sont comme suit :

(en millions de dollars)	
<b>Juste valeur des actifs acquis</b>	
Espèces et quasi-espèces	831 \$
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	1 219
Valeurs mobilières	14 082
Prêts	28 352
Actifs incorporels	
Dépôts de base incorporels	2 264
Autres actifs incorporels identifiables	4 596
Autres actifs	2 807
Actifs détenus à des fins de vente	2 012
	56 163
<b>Moins les passifs pris en charge et la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	
Dépôts	41 414
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	230
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	1 099
Autres passifs	2 928
Passifs d'impôts futurs sur les actifs incorporels	2 950
Déventures subordonnées	350
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	375
	49 346
<b>Juste valeur des actifs nets identifiables acquis</b>	<b>6 817</b>
Écart d'acquisition	1 181
<b>Total de la contrepartie d'achat</b>	<b>7 998 \$</b>

L'écart d'acquisition découlant de l'opération est amorti de manière linéaire sur la période prévue des avantages, soit 10 ans. Les actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif à taux double sur une période de huit ans, d'après la durée d'utilisation estimative.

Par suite de l'acquisition de CT, la Banque a déterminé qu'il était nécessaire de restructurer les activités regroupées. Des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 475 millions de dollars ont été enregistrés au deuxième trimestre de l'exercice 2000. Dans le cadre du plan de restructuration, la Banque prévoit effectuer des compressions de personnel, représentant 4 900 postes en équivalent plein temps sur une période de trois ans. De ces compressions, 2 900 constitueront des pertes d'emploi réelles et 2 000 seront absorbées par le roulement normal du personnel. Un montant de 253 millions de dollars sur les coûts de restructuration

de 475 millions de dollars a été comptabilisé à l'égard des indemnités de cessation d'emploi et des frais de soutien au personnel directement liés à ce plan. La Banque prévoit la fermeture d'environ 275 succursales aux termes du plan de restructuration ainsi qu'une rationalisation des besoins en locaux du siège social et des bureaux régionaux. Des coûts de résiliation de baux et d'autres charges liées aux locaux de 146 millions de dollars ont été constatés parmi les coûts de restructuration. Le reste des coûts de restructuration, soit 76 millions de dollars, se rapporte aux charges directement liées à la restructuration, principalement les honoraires de consultation et de conseil professionnels. Au 31 octobre 2000, le solde inutilisé de 327 millions de dollars comme indiqué ci-après était inclus dans les autres passifs au bilan consolidé. La Banque prévoit que la restructuration sera quasi achevée à la fin de l'exercice 2002.

(en millions de dollars)	Ressources humaines	Biens immobiliers	Technologie	Divers	Total
Coûts de restructuration	253 \$	146 \$	50 \$	26 \$	475 \$
Montant utilisé au cours de l'exercice	114	4	21	9	148
Solde en fin d'exercice	139 \$	142 \$	29 \$	17 \$	327 \$

Les informations pro forma supplémentaires non vérifiées suivantes ont été préparées comme si l'acquisition de CT avait eu lieu le 1<sup>er</sup> novembre 1998.

### Résultats d'exploitation cumulés pro forma non vérifiés

(en millions de dollars)	2000	1999
Revenu d'intérêts net	3 620 \$	3 884 \$
Provision pour pertes sur créances	(523)	(440)
Autres revenus	6 658	5 771
Gain à la vente de TD Waterhouse Group, Inc.	–	1 122
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	(7 923)	(8 031)
Revenu net avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	1 832	2 306
Provision pour impôts sur les bénéfices	(429)	(260)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	(102)	(70)
Revenu net avant l'amortissement de l'écart d'acquisition	1 301	1 976
Amortissement de l'écart d'acquisition, déduction faite des impôts et taxes	(167)	(160)
Revenu net	1 134	1 816
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(64)
Revenu net applicable aux actions ordinaires – compte tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1 070 \$	1 752 \$
– compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1 237 \$	1 912 \$
Revenu par action ordinaire – compte tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1,72 \$	2,83 \$
– compte non tenu de l'amortissement de l'écart d'acquisition	1,99	3,08

**NOTE 19 | TD Waterhouse Group, Inc.**

Au cours de 1999, TD Waterhouse Group, Inc. (TD Waterhouse), filiale en propriété exclusive indirecte de la Banque, a procédé à un premier appel public à l'épargne de 43,4 millions d'actions ordinaires au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale, à un prix de 24 \$ US l'action, pour un produit brut total de 1 042 millions de dollars US. Par suite du placement, la Banque détient environ 88,6 % des actions ordinaires en circulation de TD Waterhouse. La Banque a inscrit un gain de 1 122 millions de dollars à la vente des actions. Ce gain n'est pas assujéti aux

impôts sur les bénéfices, car l'appel public à l'épargne a été réalisé par TD Waterhouse qui a émis de nouvelles actions de trésorerie.

TD Waterhouse est un courtier exécutant mondial qui fournit des services d'investissement et des produits financiers connexes au moyen d'une variété de canaux de livraison, y compris Internet et d'autres canaux électroniques, ainsi que par l'entremise d'un réseau étendu de succursales et de centres de services.

**NOTE 20 | Rapprochement des principes comptables généralement reconnus au Canada et aux États-Unis**

Les états financiers consolidés de la Banque sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR canadiens), y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada. Les écarts

entre les PCGR canadiens et les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (PCGR américains) aux 31 octobre sont décrits ci-après.

**Revenu net**

(en millions de dollars)	2000	1999	1998
Revenu net en fonction des PCGR canadiens	1 025 \$	2 981 \$	1 121 \$
Rémunération sous forme d'actions	(89)	(130)	(13)
Avantages postérieurs à l'emploi et avantages complémentaires de retraite	(12)	(11)	(8)
Coûts de restructuration	216	–	–
Gains sur titrisations de prêts	26	9	26
Part des actionnaires sans contrôle dans Société d'investissement hypothécaire TD	(12)	(12)	(11)
Réduction du taux d'imposition futur	(54)	–	–
Divers	(5)	–	–
<b>Revenu net en fonction des PCGR américains</b>	<b>1 095</b>	<b>2 837</b>	<b>1 115</b>
Dividendes sur actions privilégiées	44	31	34
<b>Revenu net applicable aux actions ordinaires selon les PCGR américains</b>	<b>1 051 \$</b>	<b>2 806 \$</b>	<b>1 081 \$</b>
Revenu dilué par action ordinaire en circulation – PCGR américains	1,69 \$	4,68 \$	1,82 \$
– PCGR canadiens	1,56	4,90	1,81

**État consolidé du résultat global**

(en millions de dollars)	2000	1999	1998
Revenu net selon les PCGR américains	1 095 \$	2 837 \$	1 115 \$
Autre résultat global			
Variation des gains nets non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente, déduction faite des impôts sur les bénéfices	246	(35)	(110)
Variation des gains et pertes non réalisés à la conversion de monnaies étrangères, déduction faite des impôts sur les bénéfices	2	(149)	270
<b>Résultat global</b>	<b>1 343 \$</b>	<b>2 653 \$</b>	<b>1 275 \$</b>



**Bilan consolidé condensé**

(en millions de dollars)	2000						1999
	PCGR canadiens		Redressements	PCGR américains	PCGR canadiens	Redressements	PCGR américains
<b>Actifs</b>							
Liquidités	4 187 \$	– \$	4 187 \$	6 226 \$	– \$	6 226 \$	
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	13 974	–	13 974	25 708	–	25 708	
Valeurs mobilières							
Compte de placement	27 090	796	27 886	18 029	394	18 423	
Compte de négociation	58 297	–	58 297	51 064	–	51 064	
Prêts	120 721	200	120 921	87 485	200	87 685	
Écart d'acquisition et actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	7 835	71	7 906	909	–	909	
Autres actifs	32 714	–	32 714	24 996	(12)	24 984	
<b>Total de l'actif</b>	<b>264 818 \$</b>	<b>1 067 \$</b>	<b>265 885 \$</b>	<b>214 417 \$</b>	<b>582 \$</b>	<b>214 999 \$</b>	
<b>Passif</b>							
Dépôts	185 808 \$	– \$	185 808 \$	140 386 \$	– \$	140 386 \$	
Autres passifs	60 121	623	60 744	58 946	507	59 453	
Effets subordonnés et débetures	4 883	–	4 883	3 217	–	3 217	
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 656	350	2 006	335	350	685	
<b>Total du passif</b>	<b>252 468</b>	<b>973</b>	<b>253 441</b>	<b>202 884</b>	<b>857</b>	<b>203 741</b>	
<b>Avoir des actionnaires</b>							
Actions privilégiées	1 251	(350)	901	833	(350)	483	
Actions ordinaires	2 060	–	2 060	2 006	–	2 006	
Bénéfices non répartis	9 039	(287)	8 752	8 694	(408)	8 286	
Autre résultat global accumulé							
Gains nets non réalisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	–	496	496	–	250	250	
Redressements de conversion de devises	–	235	235	–	233	233	
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>12 350</b>	<b>94</b>	<b>12 444</b>	<b>11 533</b>	<b>(275)</b>	<b>11 258</b>	
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>264 818 \$</b>	<b>1 067 \$</b>	<b>265 885 \$</b>	<b>214 417 \$</b>	<b>582 \$</b>	<b>214 999 \$</b>	

**Rémunération sous forme d'actions**

Au cours de 1997, l'administration du régime d'options d'achat d'actions des employés de la Banque a été modifiée pour permettre aux détenteurs d'options de choisir de recevoir un montant au comptant au titre des options égal à leur valeur intrinsèque, soit l'écart entre le prix de levée des options et la valeur marchande actuelle des actions. Dans le cadre de la comptabilisation de ces options d'achat d'actions, les PCGR américains exigent que la variation annuelle de la valeur intrinsèque des options soit passée en charges. Pour les options qui n'ont pas été entièrement acquises, la variation de la valeur intrinsèque est amortie sur la période d'acquisition restante. En vertu des PCGR canadiens, aucune dépense n'est enregistrée, et les paiements au comptant aux détenteurs d'options sont imputés aux bénéfices non répartis, déduction faite des impôts et taxes.

**Avantages postérieurs à l'emploi et avantages complémentaires de retraite**

Les PCGR américains exigent la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi et avantages complémentaires de retraite. En vertu des PCGR canadiens actuels, les coûts sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont payés.

**Coûts de restructuration**

En vertu des PCGR canadiens, les coûts de restructuration peuvent être comptabilisés à titre de passif à condition qu'un plan de restructuration faisant état de toutes les principales mesures qui seront prises ait été approuvé par les membres de la direction qui en ont le pouvoir et qu'il soit peu probable que des changements importants seront apportés au plan. En vertu des PCGR américains, les coûts de restructuration liés à une société acquise doivent être inclus à titre de passif dans la répartition du prix d'achat, ce qui entraîne une augmentation de l'écart d'acquisition. Les PCGR américains exigent également que tous les coûts de restructuration soient engagés dans l'année qui suit l'approbation d'un plan de restructuration par la direction et que tous les employés qui seront mis à pied soient avisés des arrangements d'indemnisation de cessation d'emploi. Conformément aux PCGR américains, des coûts de restructuration de 55 millions de dollars après impôts et taxes ont été constatés au cours de l'exercice. Les coûts de restructuration en vertu des PCGR canadiens se sont élevés à 271 millions de dollars après impôts et taxes.

**Gains sur titrisations de prêts**

En vertu des PCGR américains, les gains sur titrisations de prêts doivent être constatés immédiatement. Selon les PCGR canadiens, les gains ne sont constatés que lorsque la Banque reçoit les montants au comptant.

**Part des actionnaires sans contrôle**

En vertu des PCGR américains, les actions privilégiées de la filiale de la Banque, Société d'investissement hypothécaire TD, sont présentées à titre de part des actionnaires sans contrôle au bilan consolidé, et le revenu net applicable à la part des actionnaires sans contrôle est présenté séparément à l'état consolidé des revenus. En vertu des PCGR canadiens, ces actions privilégiées sont incluses dans le total des actions privilégiées présenté au bilan consolidé.

**Réduction du taux d'imposition futur**

En vertu des PCGR canadiens, la réduction du taux d'imposition fédéral de 1 % en date du 1<sup>er</sup> janvier 2001 est considérée comme pratiquement en vigueur. En vertu des PCGR américains, cette modification du taux d'imposition n'a pas d'incidence sur la mesure des soldes d'impôt jusqu'à ce qu'elle ait force de loi.

**Gains nets non réalisés sur les valeurs du compte de placement**

En vertu des PCGR américains, la Banque comptabilise toutes les valeurs du compte de placement dans la catégorie «disponibles aux fins de vente» et les présente à leur juste valeur estimative, et les gains et pertes non réalisés sont inscrits déduction faite des impôts et taxes dans l'autre résultat global, élément distinct de l'avoir des actionnaires. Selon les PCGR canadiens, les valeurs du compte de placement sont comptabilisées au coût ou au coût non amorti, et les gains ou pertes ne sont constatés qu'au moment de la vente.

**Redressements de conversion de devises**

En vertu des PCGR américains, les redressements de conversion de devises se rapportant aux filiales dont la monnaie d'exploitation est autre que le dollar canadien doivent être présentés déduction faite des impôts et taxes dans l'autre résultat global, élément distinct de l'avoir des actionnaires. En vertu des PCGR canadiens, les redressements de conversion de devises sont présentés dans les bénéfices non répartis.

**NOTE 21 | Futures modifications comptables**

Les dates d'entrée en vigueur présentées ci-après correspondent aux dates auxquelles les nouvelles normes comptables doivent être mises en œuvre. Une mise en application anticipée est permise, et la Banque évaluera chaque norme de façon distincte afin de déterminer l'année de leur adoption.

**Avantages futurs des employés**

Une nouvelle norme comptable a été émise au Canada et entrera en vigueur à l'exercice 2001. La norme exigera la constatation, selon la méthode de la comptabilité d'exercice, du coût de toutes les prestations qui seront versées aux employés ou à leur nom, y compris les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi, les absences rémunérées et les prestations de cessation d'emploi. Les méthodes actuelles permettent la constatation des frais connexes (autres que la charge de retraite) selon la méthode de la comptabilité de caisse plutôt que selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le total du passif non constaté au titre de ces prestations est évalué à environ 137 millions de dollars après impôts et taxes. La norme autorise une comptabilisation rétroactive du changement au moyen des bénéfices non répartis ou une comptabilisation prospective

du changement au moyen d'une charge annuelle aux revenus sur la durée moyenne du reste de la carrière active du groupe d'employés. La Banque prévoit mettre en application la nouvelle norme de manière rétroactive à l'exercice 2001.

**Instruments dérivés et activités de couverture**

Une nouvelle norme américaine sur la comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture entrera en vigueur à l'exercice 2001. La norme exige que tous les instruments dérivés soient présentés au bilan consolidé à leur juste valeur, et que les variations de la juste valeur des dérivés qui ne sont pas des instruments de couverture soient inscrites à l'état consolidé des revenus. Les variations de la juste valeur des dérivés qui sont des instruments de couverture seront présentées à l'état consolidé du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans les résultats ou bien à l'état consolidé des revenus, selon la nature de l'opération de couverture. Les modifications recommandées par cette norme font actuellement l'objet d'un examen afin de déterminer leur incidence sur la Banque. La Banque prévoit mettre en application la nouvelle norme à l'exercice 2001 aux fins de calcul du revenu selon les PCGR américains.

### Regroupements d'entreprises

De nouvelles propositions harmonisées sur la comptabilisation des regroupements d'entreprises ont été émises au Canada et aux États-Unis en 1999. En vertu de ces dernières, tous les regroupements d'entreprises postérieurs à la date d'entrée en vigueur seront comptabilisés selon la méthode de l'achat pur et simple, et l'utilisation de la méthode de la fusion d'intérêts communs ne sera plus permise. Si les nouvelles normes sont adoptées sans modification, les exigences comptables visant les regroupements d'entreprises seront les mêmes au Canada et aux États-Unis, ce qui éliminera un écart important entre les PCGR canadiens et américains actuels. La partie de la norme canadienne proposée qui autorise la présentation du revenu net à l'exclusion de l'amortissement de l'écart d'acquisition est en vigueur depuis l'exercice 1999. La proposition des États-Unis autorisant un traitement similaire aux fins des PCGR américains n'est pas encore en vigueur.

### Cession et gestion d'actifs financiers et extinction de passifs

Une nouvelle norme américaine sur la constatation de la cession et de la gestion d'actifs financiers et l'extinction de passifs s'appliquera pour l'exercice 2001. La norme établit des règles afin de déterminer si une cession constitue une vente ou une opération financière. Elle révisé les exigences de constatation et de présentation de l'information financière pour les titrisations et autres cessions d'actifs financiers et les garanties. Bien que l'incidence de cette nouvelle norme sur la Banque n'ait pas encore été établie, elle ne devrait pas être importante étant donné que la nouvelle norme reprend la plupart des dispositions de l'ancienne norme comptable portant sur ces opérations.

---

#### NOTE 22 | Faits postérieurs à la date du bilan

Le 7 novembre 2000, la Banque a annoncé l'acquisition conditionnelle des actions de Newcrest Holdings Inc. pour un montant de 224 millions de dollars, payable en actions de la Banque plus un montant au comptant à la clôture qui devrait avoir lieu au premier trimestre de 2001, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. L'opération sera comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. L'écart d'acquisition découlant de l'opération sera amorti de manière linéaire sur la période prévue des avantages, soit 10 ans.

Le 8 novembre 2000, la Banque a annoncé l'acquisition conditionnelle des affaires d'assurances IARD de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie en échange d'actifs, ce qui entraînera un paiement au comptant net de 75 millions de dollars par la Banque.

## Principales filiales

(en millions de dollars)		
<b>Canadiennes</b>	Siège social	Valeur comptable de toutes les actions détenues par la Banque
Banque des Premières Nations du Canada (89 %)	Walpole Island, Canada	8 \$
Commercial Mortgage Origination Company of Canada	Toronto, Canada	13
CT Credit Corporation	Toronto, Canada	330
L'Assurance Financière CT	Toronto, Canada	
Meloche Monnex Inc.	Montréal, Canada	
La Sécurité Nationale, compagnie d'assurance	Montréal, Canada	
TD, Compagnie d'Assurance générale	Toronto, Canada	
Meloche Monnex assurance et services financiers inc.	Montréal, Canada	
CT North and South America Inc.	Toronto, Canada	308
Gestion de Placements TD Inc.	Toronto, Canada	2
Groupe TD Capital Limitée	Toronto, Canada	347
Services financiers CT inc.	Toronto, Canada	7 965
Hypothèques Trustco Canada	London, Canada	
Canada Trust Bank – N.V.	Amsterdam, Pays-Bas	
Canada Trustco International Limited	Bridgetown, Barbade	
CT Corporate Services Inc.	Toronto, Canada	
La Société Canada Trust	London, Canada	
Propriétés Trustcan Limitée	Toronto, Canada	
Société de fiducie TD	Toronto, Canada	
Société d'Hypothèques Pacifique TD	Toronto, Canada	
Société d'hypothèques TD	Toronto, Canada	
Société de financement de placements TD	Toronto, Canada	–
Société d'investissement hypothécaire TD	Calgary, Canada	88
TD assurance direct inc.	Toronto, Canada	10
TD Capital Canadian Private Equity Partners Ltd.	Toronto, Canada	–
TD Futures Inc.	Toronto, Canada	–
TD Investment Management Inc.	Toronto, Canada	–
TD MarketSite Inc.	Toronto, Canada	–
TD Nordique Inc.	Vancouver, Canada	292
TD Realty Limited	Toronto, Canada	77
Toronto Dominion, Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	10
Valeurs Mobilières TD Inc.	Toronto, Canada	160

À moins d'indication contraire, la Banque détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % des actions avec droit de vote émises et en circulation des sociétés énumérées. Chaque filiale est constituée dans le pays où est situé son siège social.

(en millions de dollars)	
<b>Américaines</b>	Valeur comptable de toutes les actions détenues par la Banque
	Siège social
Toronto Dominion Holdings (U.S.A.), Inc. TD Securities (USA) Inc. Toronto Dominion Capital (U.S.A.), Inc. Toronto Dominion Investments, Inc. Toronto Dominion (New York), Inc. Toronto-Dominion (Texas), Inc.	Houston, É.-U. 583 \$ New York, É.-U. New York, É.-U. Houston, É.-U. New York, É.-U. Houston, É.-U.
TD Waterhouse Holdings, Inc. CTUSA, Inc. CTUSA, F.S.B. TD Waterhouse Bank, N.A. Waterhouse Mortgage Services, Inc. TD Waterhouse Group, Inc. (88,6 %) <sup>1</sup> Marketware International, Inc. National Investor Services Corp. TD Waterhouse Advertising, Inc. TD Waterhouse Asset Management, Inc. TD Waterhouse European Acquisition Corporation TD Waterhouse Holdings (Australia) Pty Ltd TD Waterhouse Investor Services, Inc. Services d'Investissement TD Waterhouse (Canada) inc. TD Waterhouse Investor Services (Hong Kong) Inc. TD Waterhouse Investor Services (Hong Kong) Limited TD Waterhouse Investor Services (UK) Limited TD Waterhouse Pacific Ltd TD Waterhouse Securities Services (Hong Kong) Limited	New York, É.-U. 1 659 Rochester, É.-U. Floride, É.-U. New Jersey, É.-U. New Jersey, É.-U. New York, É.-U. New Jersey, É.-U. New York, É.-U. New York, É.-U. New York, É.-U. New York, É.-U. New York, É.-U. New York, É.-U. Sydney, Australie New York, É.-U. Toronto, Canada Toronto, Canada Hong Kong, Chine Londres, Angleterre Port Louis, Maurice Hong Kong, Chine
<b>Autres – étrangères</b>	
TD Asset Management Limited	Londres, Angleterre –
TD Capital Canadian Private Equity Partners (Barbados) Ltd.	Bridgetown, Barbade –
TD Ireland TD Global Finance	Shannon, Irlande 200 Dublin, Irlande
Toronto Dominion Australia Limited Toronto Dominion Securities Pty. Limited	Melbourne, Australie 44 Melbourne, Australie
Toronto Dominion International Inc. TD Reinsurance (Barbados) Inc. TD Trust (Bermuda) Limited	St. Michael, Barbade 218 St. Michael, Barbade Hamilton, Bermudes
Toronto Dominion Investments B.V. TD Bank Europe Limited Toronto Dominion Holdings (U.K.) Limited TD Securities Limited	Amsterdam, Pays-Bas 790 Londres, Angleterre Londres, Angleterre Londres, Angleterre
Toronto Dominion (South East Asia) Limited	Singapour, Singapour 570

À moins d'indication contraire, la Banque détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % des actions avec droit de vote émises et en circulation des sociétés énumérées. Chaque filiale est constituée dans le pays où est situé son siège social.

<sup>1</sup> TD Waterhouse Group, Inc., soit directement ou indirectement, détient la totalité des actions avec droit de vote émises et en circulation de ses filiales.